

***l'Anti*capitaliste**

n°291 | 28 mai 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

H  **LLANDE**
CANDIDAT **À L'AUSTÉRITÉ**



ça suffit!

Dossier

Il y a 10 ans: le Non au traité constitutionnel européen **pages 6 et 7**

ÉDITO

Des quotas pour qui?
Page 2

PREMIER PLAN

État espagnol: le changement a commencé
Page 3



ACTU POLITIQUE

COP21: le climat est à la mobilisation!

Page 4

LIBRE EXPRESSION

USA: entretien avec Jeff Mackler (Socialist Action)

Page 12



édito

Par SYLVAIN MADISON

Des quotas pour qui?

Valls dit: « La France fait des efforts pour accueillir [les migrantEs]... Ce n'est pas le cas! « La France » ne voit aucun migrant débarquer sur ses côtes. « La France » continue de réserver (par exemple) un sort effroyable aux migrantEs en transit à Calais. « La France » encore, ne s'est pas opposée au remplacement de l'opération italienne Mare Nostrum par le programme européen Triton. « La France » toujours, s'est engagée, en particulier depuis l'accession de François Hollande au Palais, dans une restriction sans précédent du droit d'asile, et dans une réforme de ce droit qui ne laisse rien augurer de bon. « La France » enfin, s'enorgueillit d'avoir accepté quelques milliers de Syriens et Irakiens... alors que la Turquie a dû accueillir plus d'un million de Syriens depuis 2011, dont 217 000 dans les 22 camps actuels! Valls complète: « La France est aussi engagée dans des efforts militaires: elle répond aux défis que représentent le terrorisme et le trafic des migrants ». C'est indéniable, mais on peut douter que leurs motivations et effets puissent être placés sous le coup d'une lutte contre les causes réelles et profondes du « terrorisme » et du trafic de migrantEs...

Valls assène: « Elle le fait pour sa propre sécurité, celle des pays d'Afrique, mais aussi pour celle de l'Europe ». On notera donc que le « terrorisme » et le trafic de migrantEs sont mis sur le même plan, qu'ils représentent un enjeu pour notre sécurité: lequel? Pour qui précisément? « La France » et ses intérêts? Les Français? Les peuples d'Afrique? « La France » serait altruiste et mènerait encore et toujours des guerres en Afrique pour le bien de l'Afrique... « La France » serait dévouée à l'Europe, cette construction solidaire, démocratique et progressiste...

Valls conclut: « Il ne faut pas l'oublier dans la répartition de l'accueil des réfugiés ». Tous ces attendus pour nous dire qu'en définitive, la France ne peut ni ne doit accueillir non pas « toute la misère du monde », mais simplement quelques milliers de migrantEs que le bien critiquable projet de la commission pourrait lui imposer. Le cynisme, le mensonge et le confusionnisme n'ont pas de limites, et l'extrême droite est désormais prescriptrice du discours du PS sur l'immigration. Fixons donc le quota du gouvernement Hollande-Valls à zéro.

BIEN DIT

L'espoir a gagné, le désir de changement a vaincu la campagne de la peur, de la résignation.

La militante antiexpulsion ADA COLAU, soutenue par Podemos à Barcelone, arrivée en tête des élections municipales dimanche 24 mai, citée par le journal le Monde

À la Une

Hollande candidat à l'austérité STOP, ÇA SUFFIT!

Les militantEs du Parti socialiste ont voté. Sans surprise, la motion soutenue par Cambadélis, Aubry et Valls, est arrivée en tête, suivie de celle des « frondeurs » qui reste sous la barre des 30%. Cambadélis s'assure ainsi une légitimité pour être élu premier secrétaire et mettre en branle le parti pour la présidentielle de 2017... avec d'ores et déjà un candidat sur la ligne de départ: François Hollande!

Seulement 70 000 adhérentEs socialistes se sont déplacés ce 21 mai, pour la consultation exigée par l'aile gauche du PS, les « frondeurs » et les Aubristes. C'est donc la motion-synthèse d'avant-congrès, soutenant le gouvernement et sa politique en faveur du Medef qui arrive nettement en tête, alors que la ligne du principal protagoniste de cette orientation, Valls, était il n'y a pas si longtemps minoritaire dans le parti. L'opposition à cette orientation qui aurait pu être incarné par la motion des « frondeurs » qui réclamaient haut et fort une « inflexion » à gauche de la part de ce gouvernement a fait pschitt, ne dépassant même pas la barre des 30%.

Une majorité pour quelle orientation?

Dès les résultats connus, Cambadélis s'est félicité que « la contestation de François Hollande dans le Parti socialiste est éteinte »... Ce à quoi Christian Paul, le porte-parole des frondeurs, a répondu fièrement: « La flamme n'est pas éteinte. Mais ce n'est pas une flamme de contestation, c'est une flamme de propositions ». En tout cas, ça ne semble pas être une flamme d'opposition... mais cela, on le savait déjà au vu des faits d'armes de ces pseudo-« frondeurs ». Cambadélis a donc réussi son pari: rassembler et faire taire les critiques, en particulier celle de Martine Aubry. Mais pour quelle orientation? Car évidemment,

CARCASSONNE: HOLLANDE FAIT LE BILAN DU "CHEMIN PARCOURU"...



au vu des résultats tout le monde peut tirer ses propres conclusions. Pour Hamon, « Un militant sur trois s'est reconnu dans une orientation qui demande une inflexion de la politique du gouvernement. (...) Il y a une puissante aspiration à ce que le Parti socialiste retrouve son centre de gravité. » À l'opposé, les proches de Valls y voient un « encouragement à mener les réformes dont le pays a besoin ». Et Hollande lui-même de se féliciter de la « stabilité » et de la « cohérence ». Bref tout le monde est content. Dans les faits, la motion majoritaire avait dès le départ des airs de fusion technique, amalgamant autour du même texte le social-libéralisme de Aubry et le libéralisme de Macron... mais pour une

même politique: celle du patronat et des entreprises, avec ou sans morceaux de social dedans.

Pour 2017, la route est droite mais...

Prévoyant les résultats de cette consultation qui n'auront été en aucun cas une surprise, Hollande a d'ores et déjà revêtu son habit de candidat lors de son discours de Carcassonne la semaine dernière. Faux candide mais vrai responsable, comme s'il n'était pas celui qui, au pouvoir depuis trois ans, mène cette politique qui aggrave les inégalités, le chômage, et qui donne toujours plus aux plus riches. Benoîtement, il nous refait le coup du « candidat de gauche », « fidèle à ses engagements » de 2012. « Depuis

trois ans, j'ai fait des choix, tout pour l'emploi, tout pour la jeunesse, tout pour l'avenir. (...) Ma responsabilité, c'était d'agir et de changer. J'ai fait des choix conformes à l'intérêt national, conforme aussi à ce que j'avais dit pendant la campagne (de 2012) et cohérent par rapport aux objectifs fixés ». La majorité donnée à Cambadélis conforte sans aucun doute l'exécutif et Hollande qui peut donc, au moins de ce côté-là, se sentir pousser des ailes pour 2017. Mais c'est oublier bien vite les échecs électoraux depuis trois ans, le désaveu du monde du travail, son divorce avec cette gauche qui n'en est plus une...

Vite, une opposition de la gauche sociale et politique!

Le congrès du Parti socialiste qui se tient fin de semaine prochaine va donc confirmer ce que l'on sait déjà: un parti rassemblé, défendant mordicus la politique du gouvernement et se préparant à soutenir Hollande comme candidat en 2017. Sans réels enjeux, ce congrès accentue la transformation du PS en parti libéral, démocrate à la mode européenne. Tout cela confirme la nécessité de construire, ici et maintenant, des cadres de résistance, regroupant militantEs et organisations de la gauche sociale et politique, une opposition à ce gouvernement pour l'action et pour travailler à la perspective d'une alternative de transformation sociale. Et pas en 2017!

Sandra Demarcq

GRÈCE

Seuil critique

Même s'il existe des contradictions entre les différentes composantes de la troïka, il est évident que depuis deux mois, celle-ci met en scène le suspense sur accord ou pas, avec un double but: pousser le gouvernement à des reculs par rapport à son programme dit de Thessalonique, et faire oublier au passage les effets concrets de sa politique en Grèce depuis plusieurs années.

Or, la situation est devenue insupportable, comme en témoignent les chiffres. D'un côté, 1,25 million de chômeurs pour 11 millions d'habitantEs, avec 300 000 familles au chômage en-dessous du seuil de pauvreté... Une situation aussi partagée par bien des familles avec un

emploi, ce qui rend prioritaire la hausse du Smic. De l'autre, les revenus des 10% les plus riches étaient en 2007 10,5 fois supérieurs à ceux des 10% les plus pauvres; en 2013, cet écart est passé à 12,3, la Grèce des mémorandums étant le pays le plus inégalitaire de l'eurozone. Enfin, d'après Tsipras, lors des 4 derniers

mois, la Grèce a versé 8 milliards aux divers crédateurs, c'est-à-dire environ 12% du PIB! On le voit, il faut rompre au plus vite avec cette logique mortifère. La question de la poursuite des négociations avec les « institutions » se pose donc pour de plus en plus de monde.

Le dernier scénario

Or, le gouvernement s'est enfoncé dans les négociations, ce qui, pour le peuple grec, cautionne toutes les manœuvres de la troïka. Aujourd'hui, le FMI, hier « ami », est présenté comme obstacle à un accord que souhaiteraient désormais Junker, Hollande et Merkel, qui s'opposeraient à Schäuble... Tsipras a répété le week-end dernier devant le comité central de Syriza que les lignes rouges fixées n'ont pas été dépassées. Certes, l'éventuel accord accorderait une partie des 7,2 milliards attendus, repoussant

à l'automne les deux questions qui fâchent, retraites et droit du travail. En revanche, certaines mesures d'austérité (pour 5 milliards) seraient immédiates: TVA à 23% sur tous les produits, pas de 13^e mois pour les plus basses retraites, pas de hausse du Smic à 751 euros...

On comprend donc que cette question ait été au centre des discussions du comité central de Syriza, avec en arrière-plan d'autres scénarios à ne pas exclure: s'il y a accord, les partis grecs de la troïka envisagent de l'approuver au Parlement, le Pasok indiquant que si cela devait se faire avec le soutien nécessaire de ses députés du fait de l'abstention d'une partie de ceux de Syriza, il demanderait alors le changement (possible du point de vue du droit) de Premier ministre...

Plus que jamais, il faut donc choisir: soit le vote d'un accord guillotine par tous les députés de Syriza, ou

Un monde à changer

CHÔMAGE: UNE SALOPERIE DE PLUS... Durant la campagne électorale de 2012, un certain François Hollande avait dénoncé un projet de Nicolas Sarkozy sur le contrôle des chômeurs, déclarant: «*Il n'est jamais utile pour un président sortant qui est en échec de s'en prendre aux plus fragiles (...)* Ce n'est pas ceux qui sont les victimes qui doivent aujourd'hui être les responsables.» Et voilà ce gouvernement qui vient d'annoncer la création de 200 postes de conseillers spécialisés au sein de Pôle emploi... pour «*renforcer le contrôle des chômeurs*»! Tout cela enrobé dans un discours lénifiant: il ne s'agit pas de sanctionner mais de «*redynamiser*». «*On ne peut pas laisser les personnes s'enkyster dans le chômage de longue durée*», déclare le toujours élégant Rebsamen. Avec 100 millions d'euros, la fraude aux allocations chômage représente 0,3% des 30 milliards d'euros d'allocations versées chaque année aux chômeurs (et 0,003% des demandeurs d'emploi indemnisés). Soit un montant dérisoire à comparer avec la fraude aux

cotisations sociales par les entreprises, 20 à 25 milliards d'euros selon la Cour des comptes, et avec l'évasion fiscale, 50 à 80 milliards d'euros. Autre élément du discours officiel: le nombre d'emplois dits vacants. En fait, il n'est pas significatif d'un prétendu refus du travail par les chômeurs, mais des mouvements de main-d'œuvre, des procédures de recrutement, des conditions dégradées de ces emplois... L'objectif de toute cette affaire est de mettre la pression sur les chômeurs pour faire baisser le chômage à la marge, en leur faisant accepter le plus vite possible une baisse considérable de leurs salaires et une dégradation de leurs conditions de travail. Il s'agit aussi de les stigmatiser pour diviser un peu plus salariéEs en poste et privéEs d'emplois. Sur ce sujet, il faut voir le très bon film *La Loi du marché* de Stéphane Brizé avec Vincent Lindon, film qui commence justement par une scène entre un chômeur qui cherche désespérément du boulot, prêt à faire toutes les formations, et un conseiller de Pôle emploi qui avoue son impuissance.

ÉTAT ESPAGNOL **Le changement a commencé**

Le dimanche 24 mai ont eu lieu des élections: dans 9 000 municipalités et dans 13 régions autonomes (à l'exception de l'Andalousie, la Galice, la Catalogne et le Pays basque), pour les conseils d'Araba, Bizkaia et Gipuzkoa (Pays basque), les conseils provinciaux dans les îles Canaries et dans les conseils des trois îles Baléares...

La donnée principale de la journée est que le Parti populaire (PP), bien qu'il ait obtenu plus de 6 millions de voix (1^{er} parti en voix) a perdu 2,5 millions de voix par rapport aux élections municipales précédentes. Il n'a battu le Parti socialiste (PSOE) que de 400 000 voix. Le PSOE lui-même a perdu 775 000 voix par rapport aux précédentes élections municipales, en dépit d'une augmentation significative de la participation. Le deuxième fait est que le bipartisme sur lequel est basé le régime politique créé en 1978 a connu un revers majeur: ces deux partis dépassent à peine 50% des votes (presque 80% dans les élections municipales précédentes). Le troisième élément est la forte irruption des Candidatures d'unité populaire (Candidaturas de unidad popular - CUP) soutenues par Podemos qui ont obtenu d'excellents résultats à Barcelone (première force avec 11 conseillerEs) et à Madrid (20 conseillerEs), mais aussi dans la ville de Cadix (8 conseillerEs) et dans plusieurs autres... Il en est de même pour les Mareas dans différentes municipalités de Galice. Ces succès remettent en question le monopole de la droite conservatrice-CiU à Barcelone, ou du PP dans le reste des grandes villes. Les résultats



À Barcelone on fête la victoire de la militante antiexpulsion Ada Colau. DR

de Podemos, ont été bons, dans les élections municipales comme dans les Parlements régionaux, même si en-dessous des attentes d'une partie importante de la gauche. Dans le meilleur des cas, il n'arrive qu'à être la troisième force. Ciudadanos, l'option pour le replâtrage du système construite depuis des conseils d'administration de certaines grandes entreprises, n'a pas obtenu les résultats escomptés. Enfin, Gauche unie (Izquierda Unida - IU) a perdu sa représentation institutionnelle dans tous les Parlements des autonomes, sauf dans les Asturies et en Aragon, son électoral étant absorbé par Podemos. Un échec sans précédent.

Approfondir et développer la mobilisation

Dans ces élections, Podemos et les Candidatures d'unité populaire auxquelles il a participé, ont été consolidés comme outils permettant au peuple et aux classes travailleuses de s'exprimer. Le changement continue à avancer. Le message des urnes est clair: le PP hors de toutes les institutions! Mais le défi pour Podemos et les CUP est d'approfondir ce changement pour atteindre la rupture démocratique et empêcher au PSOE de mettre en place un aménagement cosmétique du vieux régime. Pour y arriver, Podemos et les CUP devront d'abord éviter

que le PP puisse gouverner, mais surtout ils devront développer la mobilisation populaire au côté des organisations sociales, et approfondir la réflexion programmatique et stratégique. L'objectif: promouvoir la participation active des citoyens dans les affaires publiques, en créant de nouvelles formes de prise de décision populaire au niveau municipal et régional. Comme cela est formulé dans la déclaration des Anticapitalistes (Anticapitalistas) après ce 24 mai: «*le moment est venu d'ouvrir un vaste débat démocratique dans le mouvement populaire pour gagner les prochaines élections générales. Nous devons continuer à développer et organiser cette vague du changement, avec des assemblées ouvertes dans tous les coins de l'État. L'unité populaire, une rupture radicale avec la logique de la gestion de l'austérité, un engagement clair pour impliquer les personnes dans toutes les décisions qui nous attendent, notamment la politique de pactes, sont le moyen de gagner.*» La tâche principale des anticapitalistes dans l'État espagnol.

De Madrid, Manuel Gari

Version longue: <http://www.npa2009.org/ideas/etat-espagnoles-elections-municipales-et-dans-les-autonomes-vers-quel-cap>

la mobilisation de masse pour une politique de rupture.

Enjeux à gauche

Dans Syriza, les critiques de la ligne Tsipras se font entendre, mais cela ne se traduit pas par une croissance numérique de l'opposition. Ainsi, la semaine dernière; lors d'une initiative de R-Project, animé par DEA, une dirigeante de la Plateforme de gauche et l'économiste Milios ont réclamé une autre politique, mais tous l'on fait en référence au programme bien minimum dit de Thessalonique. Cette réunion ne rassemblait pas plus de monde que d'autres tenues précédemment par DEA, mais comme d'autres critiques se font entendre, la presse en parle davantage, espérant une scission entre la majorité «réaliste» du parti et sa gauche! La Plateforme de gauche a présenté au comité central de Syriza un texte

demandant de suspendre le paiement dû au FMI pour ce mois de juin, texte qui a recueilli 75 voix (95 contre). Mais il n'était pas présenté comme contradictoire avec celui de la majorité. Pour les autres votes, les rapports de forces sont restés à peu près les mêmes que précédemment: 37% pour la gauche. Aussi, «l'autre politique» ne doit pas être seulement réclamée, elle doit aussi se construire autour de mobilisations anti-austérité, comme la semaine dernière avec la grève des personnels hospitaliers exigeant dans la rue des moyens pour ce secteur à l'abandon, ou autour de campagnes comme celle de la dette. La gauche radicale et anticapitaliste (gauche de Syriza, Antarsya...) doit se rassembler au plus vite autour de tels objectifs, avec le soutien du mouvement ouvrier du reste de l'Europe.

D'Athènes, A. Sartzekis

LA GRÈCE TONDUE PAR LA TROÏKA



Le chiffre 2,8 milliards

C'est, en euros, le montant des dépassements d'honoraires pratiqués par les médecins et donc laissés à la charge des patientEs entre 2012 et 2014. En progression de 6,6%... Le dispositif de limitation mis en place par l'assurance maladie est un échec quasi-total face au comportement de certains médecins, surtout des spécialistes.



Agenda

Jeudi 28 mai, réunion publique du NPA, Rennes. Avec Philippe Poutou, à 20h à la maison de quartier de Villejean.

Jeudi 28 mai, réunion publique du NPA, Bagnaux. «*En quoi la situation politique en Grèce et dans l'État espagnol nous concerne?*», à 20h, salle Coudon, 18 rue Salvador-Allende.

Jeudi 28 mai, réunion publique de la Société Louise-Michel, Paris. «*Podemos, la surprise venue d'Espagne*» avec François Sabado, à 19h au Lieu-dit, 6 rue Sorbier, Paris 20^e.

Vendredi 29 mai, fête du NPA, Poitiers. Avec Christine Poupin, débat, projection, buffet, concert, à partir de 18h30 à l'auberge de jeunesse.

Samedi 30 mai, rencontres de la Brèche, Paris. *Détroit: pas d'accord pour crever*, présentation et débat par Xavier Chiarelli, militant postier du NPA, à 14h à la librairie, 27 rue Taine, Paris 12^e.

Samedi 30 mai, réunion publique unitaire, Avignon. Avec Vangelis Goulas de Syriza Paris et Miguel Segui de Podemos Paris, à 18h, à la Maison pour tous de Champfleury, rue Marie Madeleine.

NO COMMENT

À l'instar du mouvement – plus anecdotique – des bonnets rouges, qui ont fondé leur action sur l'exaltation du territoire breton, les islamistes se sont implantés en banlieue, d'où ils ont entrepris de mener une politique de conquête à petits pas. Et la décentralisation fait beaucoup pour les y aider.

MALEK BOUTH, député PS, cité dans le dernier dossier de *Marianne* daté du 22 mai, «*Les complices de l'islamisme*»...

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

EÉLV - FRONT DE GAUCHE Calculs électoraux et « nouvelle gauche »

Aux élections départementales, 40 % des candidatures soutenues par EÉLV étaient des candidatures communes avec le Front de gauche. Mais aux régionales de fin d'année, EÉLV a décidé de se présenter seule...

Au premier plan médiatique de ce revirement, il y a la tribune de Cécile Duflot, la principale dirigeante d'EÉLV, contre le livre de Mélenchon, *le Hareng de Bismarck* (cf. *L'Anticapitaliste* n°291). Elle y critique le chauvinisme du dirigeant du Parti de gauche mais, sur le fond, la fonction politique de cette tribune est de donner un peu d'humanité à l'Union européenne, à coups de « Vive l'Europe ! ». Une divergence importante entre les deux courants, mais l'essentiel, moins reluisant, se résume à l'éternel problème du rapport au Parti socialiste.



C'est quand qu'on va où... DR

L'autonomie contre l'explosion

Au sein d'EÉLV, le débat a été rude, entre ceux qui veulent une plus grande autonomie vis-à-vis du PS, voire un rapprochement avec le FdG, et ceux qui rêvent de retourner au gouvernement. Parmi les premiers, les signataires avec des figures d'Ensemble d'une bien sage tribune « Alliance pour une nouvelle gauche », qui propose « la construction d'une "société du bien vivre" à même d'assurer à chacun et à chacun une vie meilleure ». Parmi les seconds, il y a l'inénarrable Jean-Vincent Placé, qui « prend de la distance » avec le parti, appelle à des listes communes entre le PS et EÉLV. Mais c'est en fait une bonne partie de l'appareil, des éluEs, qui tiennent fermement aux liens avec le PS, le parti qui leur permet de garder leurs postes, comme François de Rugy, coprésident du groupe écologiste à l'Assemblée nationale. Lorsque Cécile Duflot a quitté le gouvernement et tenté un rapprochement avec le FdG, ce secteur du parti a été jusqu'à menacer d'une scission.

Le choix de la direction d'EÉLV semble donc assez simple : présenter des listes autonomes du PS... et du FdG (d'autant plus simple que le scrutin est proportionnel et devrait donc leur permettre d'avoir des éluEs), puis s'allier au PS dans les conseils régionaux. EÉLV peut ainsi apparaître différente du PS, tout en se permettant, selon le souhait de Placé, de « rester aux commandes de la région Île-de-France ». Et EÉLV de montrer immédiatement patte blanche auprès du gouvernement en soutenant la réforme du collège² au moment où le gouvernement est à nouveau contesté.

Le mirage grec

Du côté du FdG, les problèmes ne sont pas si différents. La ligne du secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, est : « Moi, je vais continuer à être celui qui parle avec tout le monde, avec Christian Paul, Pouria Amirshahi, Emmanuelle Cosse, Jean-Luc Mélenchon... Je ne mets pas de barrières entre les uns et les autres », cela quand le PG propose aux frondeurs de quitter le PS pour les rejoindre... Tous ces courants, d'EÉLV aux composantes du FdG, y compris Ensemble, semblent donc focalisés par le mirage grec et espagnol : ils souhaitent reconstruire une nouvelle gauche, dans un contexte très différent de ces pays... tout en voulant l'assurance de conserver leurs postes d'élusEs, municipaux, départementaux ou régionaux. Une équation bien difficile à résoudre... et où manifestement ce sont les petits calculs pour garder les éluEs qui prennent le dessus. La logique institutionnelle est implacable !

Antoine Larrache

1 - <https://www.ensemble-fdg.org/content/alliance-pour-une-nouvelle-gauche>

2 - <http://eelv.fr/2015/04/21/>

reforme-du-college-un-pas-vers-plus-degalite-qui-doit-etre-accompagne

COP21 Le climat est à la mobilisation !

Il n'a échappé à personne que François Hollande est en campagne pour se faire réélire en 2017. Il a conditionné sa nouvelle candidature à une baisse du chômage attendue mais improbable, car il faudrait déjà commencer à regagner les 500 000 emplois perdus depuis le début du quinquennat...

La grande machine de com' de l'Élysée s'est donc mise en branle pour faire oublier ce « détail » et mettre en avant la stature internationale du président. C'est là que la COP 21 entre en scène. Alors que Hollande ne s'est jamais intéressé à l'écologie, que son bilan en la matière est dans la continuité de celui de Sarkozy, c'est-à-dire uniquement négatif, Hollande vient de découvrir que le réchauffement climatique est une réalité... et qu'un accord en décembre à Paris pourrait servir ses intérêts électoraux.

La COP21 déjà plombée

La COP20 à Lima a sérieusement hypothéqué les chances d'un « accord historique » à Paris, puisque les pays se sont mis d'accord pour ne pas respecter l'engagement de limiter le réchauffement de la Terre à 2°C. L'accord entre les États-Unis et la Chine a entériné le fait que les États-Uniens ne sont pas prêts à renoncer à leur mode de vie et que la Chine s'est engagée... à augmenter ses émissions jusqu'en 2030 avant d'envisager de les baisser !

Alors Hollande a invité Marion Cotillard à l'accompagner à Manille, où elle a délivré le message présidentiel d'une voix blanche. On a connu l'actrice de *Deux jours, une nuit* plus inspirée... Lors de la visite du Président indien, Pranab Mukherjee, le climat a vite été mis de côté pour parler « Rafale »... Puis nous avons eu droit au Sommet « Caraïbe climat 2015 » de Fort-de-France, cette mascarade où la France ne s'est engagée à rien, l'inauguration du Memorial ACTe à Pointe-à-Pitre, censée faire oublier la responsabilité



du colonisateur, et l'apothéose avec la visite à Fidel Castro.

Et maintenant en action !

La coalition climat qui regroupe une centaine d'organisations, appelle à des actions variées et visibles cette fin du mois de mai : rassemblements, marches, interpellations des élus, accrochages de banderoles, escalades d'édifices... Aux États-Unis, des mouvements commémoreront le 10^e anniversaire des dévastations dues à l'ouragan Katrina, phénomène météorologique en hausse avec le réchauffement climatique. En Allemagne, des mobilisations auront lieu en marge de la réunion du G7. Ici, ce sera le départ du tandem d'Alternatiba et ses 5 000 km en

180 étapes. La Confédération paysanne organisera une journée d'actions contre les fermes-usines en soulignant que le système alimentaire industriel est responsable de près de 50 % des émissions de gaz à effet de serre. Autant d'actions mondiales et collectives qui marqueront une étape de plus dans la construction des mobilisations d'ici la COP21 cette fin d'année, et après.

La rupture en programme

Impliqué dans les discussions et les mobilisations, le NPA défend un programme de rupture. Pas de transition énergétique sans sortir du nucléaire en moins de 10 ans, des énergies fossiles, avec 100% d'énergies renouvelables en 2050. Pour

cela, il faut exproprier sans indemnité ni rachat les grands groupes, à commencer par la finance, l'énergie et l'automobile, et créer un grand service public de l'énergie. Pour les transports, il faut diminuer l'usage de la voiture grâce aux transports en commun publics gratuits en ville, à la campagne, rapprocher les lieux de production et de consommation. Réduire le transport de marchandises basé sur le tout-camion, la dérégulation du transport maritime et la surexploitation des salariés, supprimer le juste-à-temps et ses stocks roulants. Grosse émettrice de gaz à effet de serre, l'agriculture industrielle sera convertie au bio avec interdiction des intrants chimiques (engrais, pesticides, herbicides, fongicides). Un service public du logement permettra de réhabiliter et d'isoler l'habitat existant, créer des logements sobres et accessibles, en finir avec le chauffage électrique.

Toutes ces mesures sont à prendre collectivement, à planifier démocratiquement pour décider quoi et comment produire. Il faut créer un monopole public du crédit permettant de décider et de contrôler les investissements. Certaines productions inutiles disparaîtront (armement, publicité), d'autres seront reconverties (automobiles), avec reconversion des travailleurs de ces secteurs. La réduction radicale du temps de travail, sans flexibilité ni intensification, avec les embauches correspondantes, permettra à touTEs de participer aux décisions et ne pas perdre leur vie à la gagner. Le projet écosocialiste que défend le NPA.

Commission nationale écologie

UMP - « RÉPUBLICAINS »

Petit Bonaparte et surenchères

À un an et demi de la primaire de la droite et du centre, les 20 et 27 novembre 2016, un sondage est tombé la semaine dernière donnant pour la première fois l'avantage à Juppé face à Sarkozy...

Cela n'arrange pas les affaires de ce dernier qui a bien du mal à se tailler un nouveau costume pour affronter la présidentielle et d'abord les primaires qu'il a été contraint d'accepter. Sans trop de surprise, le sondage indique que, quel que soit le cas de figure, une candidature Juppé ou Sarkozy, Hollande ne passerait pas le 1^{er} tour, Marine Le Pen serait nettement en tête face à Sarkozy (30 % contre 25 %), mais serait devancée de trois points par Juppé. Au second tour, Juppé serait le mieux placé face au FN (67 % contre 33 %), là où son rival obtiendrait 59 % contre 41 %.

Est-ce que le piège est en train de se refermer sur Sarkozy ? Il cherche à y échapper en essayant de se donner une dimension bonapartiste, au-dessus des partis, en liquidant l'UMP et en tenant un langage auquel Marine Le Pen n'a pas grand chose à envier.

Le changement de nom, Les Républicains, répond au premier objectif. Cela lui vaut un procès largement médiatisé, une bonne



Pour Sarkozy ça sent le cramé... PHOTOTHÈQUE ROUGE/AUCE D

publicité qui lui garantit le vote des membres de l'UMP jeudi et vendredi.

La République des riches et des réacs

Sarkozy doit surtout trouver un discours politique qui lui donne une place entre Juppé, le centre auquel Hollande cède le terrain

après le lui avoir préparé, et Marine Le Pen. La « droite décomplexée » jouant la « rupture » et l'« ouverture » a fait son temps, l'aventurier a besoin de se construire un nouveau personnage, seul rempart contre l'extrême droite... reprenant dans le même temps l'essentiel du fonds de commerce de cette dernière : xénophobie, racisme, nationalisme.

La « réforme du collège » est l'occasion de roder son discours, flattant à la fois les préjugés élitistes, le « mérite » contre l'« égalitarisme », prétendant s'attaquer à la « médiocrité », tout en reprenant à son compte l'inquiétude des classes populaires devant l'avenir, pour accuser l'éducation nationale d'être responsable des inégalités et du chômage ! Hollande et Valls ont « fait le choix du mépris » et sont responsables du « cauchemar français ». « L'autorité, c'est celle du maître sur ses élèves, du directeur sur son école, celle qui interdit les communitarismes, qui refuse, au nom de la laïcité, le prosélytisme. » C'est ça la République de Sarkozy : pas la démocratie mais l'autorité !

La copie et l'original...

Ces surenchères sur le terrain de l'extrême droite entraînent toutes sortes de dérives dont Estrosi s'est fait le champion. Ainsi après la relaxe des deux policiers jugés pour « non-assistance à personnes en danger » après la mort de Zayed et Bouna en 2005 à Clichy-sous-Bois, il a, toute honte bue, traité les victimes de « délinquants ». Ou encore, quelques jours plus tôt, il y a en France des « cinquièmes colonnes » de « l'islamo-fascisme ». « Les chrétiens ne posent pas de problème, la religion juive ne pose pas de problème. Il y a un vrai problème posé par l'islam. » « On se demande si le gouvernement ne va pas demander aux Français de s'intégrer. D'apprendre à parler les langues africaines, le mandarin, les langues arabes. Est-ce que c'est à nous de nous adapter ? »

Des propos que Sarkozy ne dément pas : sa République est celle des démagogues et des aventuriers prêts à tout pour le pouvoir. Une copie qui ne fait que renforcer l'original, le FN...

Yvan Lemaitre

ASIE **Rohingya: les multiples visages des migrations**

Migrants, expatriés, réfugiés, personnes déplacées, persécutées... Les migrations disent la vérité de notre époque... L'errance désespérée des Rohingya, dérivant sans fin sur des rafiots en mer d'Andaman, repoussés au large par les garde-côtes malaisiens ou indonésiens, a fait la une de l'actualité télévisée.

La « communauté internationale » a finalement dû s'en émouvoir et exiger plus d'humanité de la part de Kuala Lumpur et Djakarta. Las, le Premier ministre australien, Tony Abbot, a fait tomber le masque en déclarant que « son pays n'accueillerait pas un seul des "boat people" en perdition » (le Monde du 23 mai). Déclaration d'autant plus fracassante que la Malaisie et l'Indonésie venaient d'affirmer qu'elles seraient prêtes à porter provisoirement secours aux réfugiés à la condition que d'autres pays s'engagent à les recevoir d'ici un an.



La détresse de migrants Rohingya le 16 mai dernier sur la mer d'Adaman. DR

Une migration de réfugiés

Il faut dire que l'Australie ne cesse elle-même de repousser (y compris vers l'Indonésie !) les navires chargés de migrants qui s'approchent de ses côtes. Des voix se sont élevées pour rappeler que des milliers de « boat people » vietnamiens avaient été accueillis à la fin des années 1970. Il s'agissait alors de déconsidérer un régime né d'une double victoire sur les impérialismes français et étatsunien. Les « boat people » d'aujourd'hui, rohingyas ou bangladais, sont en danger de mort, mais pour leur malheur ils ne sont d'aucune utilité politique... Les temps aussi ont changé: la mondialisation capitaliste est passée par là, donnant une ampleur nouvelle à des migrations aux mille visages.

Les Rohingya sont avant tout des réfugiés. Musulmans, ils vivent en Arakan (Rakhine), sur la côte occidentale de la Birmanie. Le régime leur dénie jusqu'à leur nationalité birmane, dénonçant en eux des sans-papiers bangladais. Ils sont considérés comme l'une des minorités les plus persécutées au monde. Certains ont trouvé refuge dans des camps au Bangladesh, mais n'y sont pas mieux traités: foin de solidarité religieuse. D'autres prennent la mer... Mais en Asie, tout s'entremêle: travailleurs s'expatriant pour de dangereux emplois, migrants fuyant la misère, victimes déracinées des catastrophes écologiques, personnes déplacées par

des guerres intestines, transfrontaliers sans statut...

Mondialisation néolibérale et réchauffement climatique

Chaque époque peut être caractérisée par des situations « types » faites aux migrants. Hier, un ouvrier philippin embauché sur des chantiers au Moyen-Orient vivait dans des conditions très difficiles, mais après cinq ans, il pouvait revenir au pays ayant gagné un précieux pécule pour sa famille. Aujourd'hui, nombre de travailleurs népalais meurent sur ces mêmes chantiers, victimes d'un esclavagisme moderne. Quant à l'instigatrice philippine, elle se retrouve domestique sans papiers en Europe:

déqualification, déracinement, insécurité et précarité... elle ne verra pas grandir ses enfants.

Aux effets de la mondialisation néolibérale s'ajoutent les conséquences dévastatrices du réchauffement climatique qui se font particulièrement sentir en Asie: montée des eaux océaniques (Bangladesh), violence des typhons (Philippines)... Ces catastrophes provoquent d'importants déplacements de populations au sein de chaque pays sinistré ou aux frontières. La plupart de ces « migrants » forcés restent en Asie. Ce sont en fait des « personnes déplacées », victimes climatiques ou de divers désastres humanitaires. Bien plus qu'en Occident, ce sont les sociétés locales qui subissent ainsi de plein fouet la misère provoquée par les folies du marché capitaliste mondial.

Développer les solidarités populaires

Désintégration sociale, chaos humain et émigration du désespoir... n'est-ce pas cela qui dit la vérité de l'époque présente? Une époque qui impose aux organisations militantes des tâches d'une ampleur nouvelle. La situation favorise la montée des xénophobies, des racismes, des conflits intercommunautaires, des populismes d'extrême droite, des régimes autoritaires, des dictatures...

Les déclarations de bonnes intentions ne suffisent pas: il faut aider les populations déplacées à s'organiser pour qu'elles soient à même de défendre leurs droits. Il faut tout autant aider à l'organisation des solidarités populaires au sein des régions et pays d'accueil, ce qui est loin d'être facile. Un enjeu majeur qui concerne au premier chef les liens solidaires « interasiatiques », mais qui nous concerne aussi doublement, ici en Europe: nous sommes une région d'accueil et nous pouvons soutenir les activités menées par les mouvements sociaux en Asie.

Pierre Rousset

ISRAËL **L'apartheid continue, la campagne de boycott aussi!**

En axant sa courte campagne électorale aux législatives de mars dernier, sur la seule promesse qu'en cas de victoire du Likoud, il n'y aurait pas d'État palestinien, Netanyahu ne laissait planer aucun doute sur sa volonté d'accentuer la colonisation...

Après la répression de la révolte du 30 avril des juifs éthiopiens, discriminés et confrontés au racisme, la formation du nouveau gouvernement, qualifié par la présidente du Meretz de « cabinet de colons coupés de la vie réelle » confirme une orientation politique toujours plus à droite.



Netanyahu à la tête d'un nouveau gouvernement contre les Palestiniens. DR

Un gouvernement d'extrême droite

Au cours de son premier discours, devant un parterre de diplomates médusés, la nouvelle ministre adjointe des Affaires étrangères, Tzipi Hotovely (Likoud), déclarait jeudi dernier que « toute la terre entre le fleuve Jourdain et la Méditerranée appartenait à Israël », invoquant la Bible et la Torah... Sa collègue ministre de la Justice, Ayelet Shaked, membre du parti d'extrême droite « foyer juif », investie elle aussi le 14 mai, n'est autre que celle qui osait déclarer au plus fort de l'opération « bordure protectrice » contre le peuple de Gaza que « les mères palestiniennes devaient mourir, et leurs maisons devaient être détruites de telle sorte qu'elles ne puissent plus abriter de terroristes. Elles sont toutes des ennemies ».

À peine reconduit dans ses fonctions par Netanyahu, le ministre de la Défense, Moshe Yaalon, n'hésitait pas à instaurer une mesure interdisant aux milliers de travailleurs palestiniens l'utilisation des lignes de bus israéliennes leur permettant de rentrer le soir à leur domicile. Cette disposition, sans précédent depuis l'occupation de la Cisjordanie en 1967, a provoqué un tollé des organisations de défense des droits de l'homme et d'une partie de la classe politique, dénonçant son caractère « ségrégationniste », y voyant « une nouvelle concession faite aux colons ». À peine instaurée, le Premier ministre s'est donc vu contraint de « geler » cette proposition qui n'aurait fait que dégrader un peu plus l'image d'Israël.

Tout faire pour isoler Israël

À l'heure où le gouvernement israélien ne cache même plus sa volonté d'en finir une fois pour toutes avec la question nationale palestinienne et la création d'un État indépendant, la solidarité internationale, avec la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions), revêt une acuité considérable.

Boycott sportif: à l'occasion du congrès de la FIFA qui se tiendra le 29 mai à Zurich, la fédération palestinienne de football entend faire adopter une résolution demandant l'exclusion d'Israël de cette organisation. Un rassemblement se tiendra devant la salle de congrès, et une pétition internationale, d'ores et déjà signée par des personnalités et de nombreuses associations, sera déposée.

Boycott culturel: prenant en compte les arguments développés par la campagne BDS, les chanteuses Lauryn Hill (USA) et Marínah (Espagne) viennent à leur tour, après de nombreux autres artistes, d'annuler les concerts qu'elles devaient tenir en Israël.

Boycott commercial: deux campagnes nationales sont actuellement menées par les groupes locaux de BDS France. Contre Orange, directement engagé dans le soutien logistique à l'armée israélienne pendant l'opération « bordure protectrice »; contre Lidl, une des enseignes qui distribuent le plus de fruits et légumes importés d'Israël (13 actions simultanées se sont déroulées le week-end dernier).

Des projets de grande ampleur sont actuellement en discussion pour augmenter la pression contre l'État sioniste. Les militants du NPA s'y investiront avec détermination!

Alain Pajolat

SYRIE **Daesh avance, le régime sur la défensive**

La ville de Palmyre, Tadmor en arabe, capitale de district qui héberge une très célèbre cité antique, vient d'être conquise par les djihadistes de l'État islamique. Politiquement, cela pourrait arranger la dictature de Bachar el-Assad. Mais militairement, cela constitue une lourde défaite.

À ce niveau propagandiste, cela constitue une vraie aubaine pour le régime. L'opinion planétaire craint une catastrophe culturelle, dans la mesure où les djihadistes pourraient saccager les trésors culturels de la cité antique. Il est horrible de constater que cette menace-là semble émuvoir davantage le monde que le sort de millions de réfugiés syriens, des 200 000 morts et 13 000 torturés à mort (sur quatre ans), même s'il est légitime de se soucier d'un patrimoine historique de l'humanité...

Par ailleurs, Palmyre hébergeait un camp de prisonniers, le plus tristement célèbre centre de torture de Syrie, où certains détenus séjournaient depuis des décennies. Désormais entre les mains de Daesh, cela fait courir un nouveau danger pour les prisonniers politiques non djihadistes.

Lundi 25 mai, le régime syrien a effectué au moins 15 raids aériens sur la ville de Palmyre, ayant tué au moins quatre civils et ciblés entre autres le secteur de l'hôpital. Le



Il y a quelques semaines, les soldats du régime veillaient sur les ruines de la cité antique. DR

même jour, Daesh a aussi commis des massacres. L'Office syrien des droits de l'homme (OSDH), basé à Londres mais connecté à des sources d'information en Syrie, évoque les noms d'au moins 217 personnes « exécutées » par les bourreaux de l'État islamique. Parmi eux, des soldats du régime, mais aussi au moins 67 civils, dont 14 enfants...

Bachar el-Assad sous pression

Jusqu'ici, le régime baathiste a longtemps toléré, voire promu,

l'émergence de Daesh (à qui il achetait encore en 2015 du pétrole issu des territoires sous son contrôle). Aux yeux de la dictature, il est préférable d'apparaître opposé à un tel ennemi plutôt qu'à un mouvement populaire contre la dictature. Néanmoins, la chute de Palmyre ne devrait pas l'arranger, car à partir de cette ville, un axe routier permet d'avancer directement vers la grande autoroute Nord-Sud qui relie Damas à Homs et Alep.

En réalité, le régime est davantage sur la défensive qu'il y a encore quelques mois. Cela s'explique par l'offensive militaire déclenchée au printemps 2015 par une nouvelle coalition militaire, appelée Djaich al-fatah (« Armée de la conquête »). Cette coalition regroupe notamment des salafistes (qui en constituent la première force), le Front Al-Nosra (jusqu'ici proche du réseau Al-Qaida mais qui subit des pressions pour prendre ses distances avec lui), et des groupes islamo-nationalistes. Elle se trouve en concurrence hostile avec Daesh.

Les succès militaires de la nouvelle coalition sont liés à leur tour à une nouvelle politique de plusieurs puissances régionales: la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar. Depuis le changement survenu sur le trône d'Arabie saoudite en janvier dernier, le royaume s'est davantage rapproché des deux autres puissances régionales en vue d'un soutien commun à certains groupes rebelles de Syrie. Le lobby pro-régime syrien, très actif en France, utilise toute cette actualité pour tenter d'obtenir un rapprochement avec le régime sanglant de el-Assad. Ainsi, dans un communiqué publié le 25 mai, le député Jacques Myard (UMP) écrit: « Pourquoi continuer à exiger (...) le départ de Bachar el-Assad, alors qu'il lutte contre Daesh? » La prose de ce député très à droite est en ce moment même reprise sur plusieurs sites néostalinien en marge du PCF, qui défendent avec acharnement le régime syrien, un ancien allié de l'URSS ne pouvant pas avoir tort... Bertold du Ryon

IL Y A 10 ANS le Non au traité constitutionnel européen



30 ans d'offensive néolibérale en Europe

Depuis le 20^e siècle au moins, l'Europe est confrontée à sa fragmentation. La reconstruction d'après-guerre engagée sous l'égide américaine en 1945 (plan Marshall) ne pouvait ignorer la question. C'est sous cette « influence » américaine qu'émerge peu à peu la Communauté européenne à partir de 1950...

Évidemment, ce processus a lui-même épousé le sort du système capitaliste en général. Notamment, on sait que le capitalisme entra en crise à partir de 1971-73: la « construction européenne » subit donc le même sort, et peu sera fait des années 1970 à 1985.

L'Acte unique

L'Acte unique européen est signé en février 1986, et marque la relance du processus, inséparable de celui de mondialisation-dérégulation à l'œuvre depuis 1979. Concrètement, l'objectif du très social-libéral Delors, alors président de la Commission européenne, était la réalisation d'un « espace sans frontières intérieures dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux est assurée ». Ce qui était inséparable de la surveillance des frontières, de l'Europe forteresse (Schengen).

Dans la foulée, près de 300 directives vont approfondir le mouvement vers le marché unique, sur une ligne de dérégulation. Ainsi, le déclencheur du processus de privatisation des télécoms publiques fut une directive de Bruxelles.

Maastricht

C'est le principal traité constitutif de l'Union européenne. Il lançait l'Union économique et monétaire, la Banque centrale européenne (BCE), en trois étapes: libéralisation des mouvements de capitaux, création de la BCE et introduction de l'euro.

Les conditions du futur passage à la monnaie unique étaient définies par les fameux « critères de convergence »: inflation inférieure à 1,5%; déficit budgétaire inférieur à 3% du PIB; endettement public de moins de 60% du PIB... Autrement dit, pour les travailleurs des pays membres, une cure d'austérité considérable. Au-delà, l'ensemble de l'architecture du traité découlait de la conception libérale selon laquelle de la stabilité monétaire

découlent les autres facteurs (bien-être social, etc.). Autant dire que les raisons de s'opposer au traité étaient nombreuses!

En tout cas, en France, le traité sera soumis à référendum (son adoption nécessitait une révision constitutionnelle) et adopté par 51% des voix en 1992. L'important est qu'à cette occasion émerge le « Non de gauche », le bloc des forces hostiles au Traité se situant dans le cadre du mouvement ouvrier.

Le Traité constitutionnel européen

Si Maastricht est incontestablement un succès des bourgeoisies de l'Union, il n'en demeure pas moins que l'édifice était fragile, perpétuellement en « réforme ».

Qui plus est l'élargissement de l'UE rendait indispensable la revue des mécanismes de décision, afin d'éviter qu'un pays ou deux puissent bloquer l'ensemble du processus. Le traité de Nice, censé s'attaquer à ces questions, fut un échec pathétique. D'où l'idée d'« une Constitution pour l'Europe », censée permettre de contourner les blocages. Giscard d'Estaing fut chargé d'élaborer un projet. Commentant ce projet, la fondation Copernic écrivait alors: « L'Europe qu'on nous demande d'avaliser est totalement organisée autour d'un principe unique: le marché, la généralisation de la concurrence. C'est cela qui autorise l'attaque contre les services publics, l'incitation à l'allongement de la durée du travail

et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne. (...) Les peuples ne se reconnaissent pas dans cette pseudo-Europe qui a le marché pour idole et la négociation secrète pour liturgie ». Un référendum était censé permettre la ratification. Au final, il aboutit au rejet à 54,7%. Incontestablement, la campagne du « Non de gauche », rassemblant dans ses comités de base des militants de toutes opinions (partisans de rompre avec l'UE ou de la « reconstruction de la construction européenne ») fut décisive pour aboutir à cet incontestable échec de Chirac, Hollande et Barroso. Une véritable gifle politique. **Pascal Morsu**

DÉNI DE DÉMOCRATIE EUROPÉENNE



En 2005, on était encore dans le cycle « anti-libéral » inauguré par le mouvement de novembre et décembre 1995, puis renforcé par la poussée « altermondialiste » consécutive aux manifestations de Seattle de la fin novembre 1999. Avec certes beaucoup d'illusions et de confusions, mais aussi d'enthousiasme et de combativité.

La dynamique

Dès le début de l'année s'était coagulé un mouvement du « Non de gauche » réunissant, au côté de nombreuses personnes « non encartées », des militants politiques (notamment de la LCR, du prédécesseur du PG « Pour la République sociale », ainsi que du PCF), syndicaux (principalement de SUD-Solidaires, de la FSU et de la CGT – dont le secrétaire général Bernard Thibault, qui ne voulait pas prendre position, fut mis en minorité par son comité confédéral) et associatifs.

Près de 1000 collectifs se formèrent alors dans tout le pays et furent à l'initiative d'une activité soutenue d'explication et de dénonciation du traité et de ses conséquences, allant bien au-delà des campagnes électorales traditionnelles. Selon certaines estimations, 200 000 personnes y auraient participé à un moment ou un autre. S'il est difficile de chiffrer l'impact de ce mouvement dans la victoire du Non, elle a clairement polarisé la campagne, en étant la principale force à y intervenir sur le terrain. Dans le cadre d'une participation forte (plus de 69%) pour ce type de scrutin, la caractéristique de classe du vote du 29 mai a été limpide:

Forces e du « Non

Lorsqu'il décide, pour de tr
le TCE par référendum plut
d'imaginer les désagrém



71% des ouvrierEs et 66% des employéEs, 62% des moins de trente ans, 64% des électeurs se situant à gauche ont voté Non, selon une enquête CSA sortie des urnes. En face, 100 grands patrons français publiaient, à l'initiative de l'Institut français de l'entreprise, un appel se concluant par l'avertissement: « un non au référendum constitutionnel (...) cassera la dynamique dont nous avons collectivement tiré un profit considérable depuis quarante ans »...

Les clivages

Au lendemain du 29 mai, la question s'est immédiatement posée: que faire de cette victoire et du mouvement qui l'avait portée? Maintenir et transformer les collectifs du « Non

La démocratie, c de l'Union europ

Le droit des peuples à décider eux-mêmes de leur des
européen. Le traité de Rome en 1957 a fondé une Euro
services, des marchandises et des capitaux. Pour réal
populations, il faut les tenir éloigné des décisions. Le
d'État et celles des commissaires européens choisis p

Ainsi le Parlement européen, censé représenter les diverses opinions des différents peuples des États membres sur les politiques européennes, ne sera élu au suffrage universel qu'en... 1979! Ses compétences seront et sont encore extrêmement limitées, et c'est toujours le Conseil européen, composé des chefs d'État, qui a le dernier mot en cas de désaccord. C'est pourquoi le Non au Traité constitutionnel européen des peuples français, danois et irlandais, irruption militante des peuples pour refuser l'inacceptable, n'était pas imaginable par les dirigeants européens. Un Non qui ne sera jamais pris en compte... Le 2 mars 2012, Sarkozy adoptera avec 24 autres chefs d'État, le TSCG (Traité sur la stabilité, la

coordination et la gouvernance), un déni total de démocratie qui impose le contrôle des projets des budgets nationaux avant leur adoption. Il supprime la souveraineté des États sur des sujets aussi essentiels que le budget ou la politique économique-sociale, et impose, en cas de déficit trop important d'un pays, des mesures structurelles: réductions drastiques des dépenses publiques, privatisations, baisses de salaires et de pensions, report des départs à la retraite. Les conséquences en sont aujourd'hui connues, ce sont celles que vit concrètement le peuple grec, avec la suppression des droits à la santé, à l'emploi, au logement, à une vie digne...

Promesse trahie

C'est par une loi organique, supérieure en droit à la loi ordinaire, que 83% des députés et des sénateurs ont ratifié le TSCG en octobre 2012, c'est-à-dire sous la présidence de Hollande! Candidat, il avait pourtant promis de remettre en cause le traité et inscrit dans son programme: « la renégociation du traité européen en privilégiant la croissance et l'emploi et en réorientant le rôle de la BCE ». Une promesse



et faiblesses n de gauche»

diviaux calculs de politique intérieure, de faire ratifier
tôt que par la voie parlementaire, Chirac était loin
ts qu'il allait s'occasionner.

de gauche» en des outils d'initiative et de soutien unitaire aux luttes (alors aussi nombreuses que dispersées) aurait indéniablement été utile, mais ne correspondait pas à l'orientation de la majorité de leurs composantes politiques. Après une première phase dans laquelle beaucoup se sont imaginés impulser une mobilisation citoyenne nationale et internationale pour «une autre Europe, démocratique et sociale» (par le biais d'une réforme des institutions de l'Union européenne...), la proximité des élections présidentielles et législatives de 2007 remit au premier plan des clivages politiques fondamentaux : peut-on et faut-il se donner l'objectif de réformer le capitalisme dans un sens non libéral, ou doit-on travailler dans la perspective de son renversement ? Est-il envisageable de passer des accords électoraux et de former un gouvernement «vraiment à gauche» avec le PS ? («Oui, si nous sommes majoritaires et changeons ainsi les rapports de forces à gauche», répondaient la plupart des secteurs antilibéraux non anticapitalistes...). Plus généralement : faut-il une stratégie centrée

sur les élections et les institutions, ou sur le soutien et le développement des luttes ?

La fin

L'incapacité à s'accorder sur les réponses signa la fin du mouvement. Le dernier épisode fut l'échec de la saga des «candidatures unitaires antilibérales» dont les représentants autoproclamés et concurrents dans la présidentielle de 2007, Marie-George Buffet (PCF) et José Bové, obtinrent tous deux des scores très décevants. Au lieu d'un gouvernement de gauche antilibérale, on eut donc Sarkozy. Et à la place de l'«autre Europe», le traité de Lisbonne, une version simplifiée du TCE adoptée au Parlement avec les voix de l'UMP, du PS et du Modem.

Quand les luttes et mobilisations reposeront concrètement la question d'une alternative politique, comme elles commencent déjà à le faire en Grèce, en Espagne, en Écosse ou en Irlande, il faudra se rappeler les enseignements du mouvement du «Non de gauche», de ses succès et acquis, comme de ses contradictions et limites.

Jean-Philippe Divès

cette inconnue béenne

tin ne fait pas partie de la logique politique du projet
pe au service du profit par la libre circulation des
liser cette Europe, loin des réponses aux besoins des
pouvoir est donc confisqué, entre les mains des chefs
ar eux.

trahie, comme beaucoup d'autres : le traité n'a pas été renégocié, et en terme d'emplois, aucun objectif n'a été fixé, «l'inversion de la courbe du chômage» véritable rengaine des débuts du quinquennat étant une fable cynique. Mais sans doute qu'en terme de démocratie, le pire était encore à venir. Hollande a été le premier chef d'État à féliciter Tsipras pour la victoire de Syriza contre la droite, le patronat et l'UE. Et ensuite ? Il a fait savoir à maintes reprises qu'il n'est pas favorable à l'annulation de la dette grecque, pourtant la seule mesure susceptible de permettre au peuple grec de sortir de l'engrenage infernal. La campagne actuellement orchestrée sur ce que l'annulation de la dette grecque à la France coûterait aux contribuables français, participe au climat de méfiance générale contre «les autres» si fort dans ce pays. Comme ses pairs de l'UE, Hollande craint la contagion et est prêt à tout pour étouffer l'espoir et le droit du peuple grec à choisir son avenir. C'est pour cela que nous devons manifester largement notre solidarité avec le peuple grec !

Roseline Vachetta



L'Union européenne, la machine à normaliser



Certains se sont montrés surpris de l'acharnement des institutions européennes et des États membres à empêcher le gouvernement grec de mettre en œuvre, même partiellement, son programme. En réalité, il y a là une continuité.

La façon dont les dirigeants européens ont ignoré les oppositions au TCE annonçait l'avenir. Au début de la crise, en 2007-2008, certains ont pensé que les pays capitalistes allaient modifier leur politique économique : assouplir l'austérité et réformer la finance. En fait, en particulier dans l'Union européenne, un double impératif a prévalu : sauver les banques et ne rien changer aux axes fondamentaux : l'austérité budgétaire (pas seulement pour le budget de l'État mais pour la protection sociale et les retraites) et les «réformes structurelles», c'est-à-dire assouplir le contrat de travail, faciliter les licenciements, etc. Il s'agit de réduire le «coût du travail», de démanteler les systèmes de protection sociale et de négociation collective, et en dernière instance de rétablir le taux de profit.

Fédéralisme autoritaire

Le dispositif pour faire prévaloir ces orientations s'est renforcé à travers les adaptations des traités européens et les décisions des sommets de chefs d'État et de gouvernement.

L'Union européenne a évolué vers un fédéralisme sans contrôle démocratique. On a assisté à une

intervention grandissante de la Commission européenne (avec l'appui du Conseil européen où siègent les États membres). Retraites, salaire minimum, protection sociale, système de négociations sociales... désormais, la Commission se mêle de tout, allant au-delà des compétences de surveillance budgétaire que lui confère le TSCG de 2012.

Dans les États où les banques sont en péril immédiat (Espagne, Portugal, Chypre, Italie, Grèce), l'Union européenne utilise la grosse artillerie. Des plans d'«aide» sont mis en place pour sauver le système bancaire et assurer la continuité du paiement de la dette publique. La contrepartie est que ces États sont placés sous tutelle : pas question pour eux de ne pas se plier aux injonctions de la troïka (Commission, Banque centrale européenne, FMI). Dans ces pays, ce n'est pas seulement l'austérité qui règne mais la casse systématique des accords collectifs et du Code du travail.

L'austérité continue

En Espagne et au Portugal, il y a actuellement un petit rétablissement de l'économie mais, si le capitalisme va mieux, les couches populaires continuent de souffrir.

Après avoir un peu reculé, le taux de chômage espagnol s'est établi au premier trimestre 2015 à 23,8%. Les travailleurs étrangers et les jeunes Espagnols continuent de partir dans l'espoir d'un avenir meilleur ailleurs, tandis que certains chômeurs renoncent complètement à retrouver un emploi. Près d'un Portugais sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, avec un revenu inférieur à 411 euros par mois. Le chômage a certes fléchi, mais frappe toujours 13,7% de la population active et 34,4% des jeunes, dont des centaines de milliers ont émigré.

La Grèce est le pays où cette logique a connu son plus grand échec par rapport à ses objectifs affirmés. Comme le dit Tsipras, le Premier ministre grec, l'austérité budgétaire y a fabriqué de la récession, du chômage, de la misère, et rend encore plus difficile le paiement de la dette. «Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens», a affirmé en retour Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne. Et effectivement, alors même que le gouvernement de Syriza (élu le 25 janvier) avait affirmé sa volonté de négocier et n'avait pas entrepris la moindre action concrète, dès le 4 février la Banque centrale

européenne restreignait l'accès de la Grèce à ses crédits !

Tsipras doit se soumettre

Depuis, le chantage n'a pas cessé : il s'agit d'obtenir de Syriza que non seulement il renonce à ses objectifs de transformer la Grèce dans un sens véritablement progressiste (c'est le contenu de l'accord du 20 février), mais qu'il accepte de mettre en œuvre des politiques d'austérité, certes un peu «adoucies» mais qualitativement pas différentes des précédentes. Et, malheureusement, le gouvernement Tsipras, tout en fixant encore des limites à ce qu'il est prêt à accepter, n'a pas pris, malgré les demandes de l'aile gauche de Syriza, les mesures de sauvegarde nécessaires : contrôle des banques et des mouvements de capitaux, suspension du paiement de la dette...

Avec le cas grec, ceux qui dirigent l'Union européenne veulent lancer un avertissement clair, en premier lieu à Podemos en Espagne : il n'est pas question de dévier par rapport aux préceptes de l'austérité et de la casse sociale. Ces dirigeants font preuve de résolution et, pour l'essentiel, d'homogénéité : Renzi comme Hollande n'ont pas été du moindre secours pour Tsipras.

Henri Wilno

Contre la dette et l'austérité, vers une Europe des travailleurs et des peuples

À Riga, lors du sommet sur le Partenariat oriental, François Hollande et Angela Merkel affichaient un commun optimisme de façade sur l'issue du bras de fer engagé entre d'une part les «institutions» européennes, la BCE et la Commission européenne chapeautées par le FMI, et d'autre part la Grèce.

Hollande a donné la tonalité des tractations, pour bien enfoncer le clou au cas où les travailleurs de Grèce et des autres pays européens n'auraient pas compris : «plus le programme de réformes sera complet et solide, plus la Grèce aura des chances de soutien à long terme». Tous veulent mettre le peuple grec à genou. L'évolution de la situation après la victoire électorale de Syriza renforce l'idée que la voie de la négociation dans le respect des institutions de l'Europe capitaliste est une impasse, un piège. Les usagers de la Grèce ont tous les atouts entre leurs mains pour prendre le temps de faire céder leur débiteur, en évitant juste ce qu'il faut de l'asphyxier, alors que les travailleurs de Grèce ainsi que des autres pays sont désarmés du fait de l'absence d'une politique totalement indépendante des fauteurs de crise, les multinationales et les banques, la troïka à leur service. Le débat n'est pas technique ni «économique» au sens où l'entendent les idéologues bourgeois, il est politique. Il s'agit de négocier

un rapport de forces et cela n'est possible que si le débiteur rompt avec la logique de ses usagers.

Négocier sur la base de l'annulation de la dette

En soi, une telle exigence n'est pas une mesure révolutionnaire. Thomas Piketty qui prétend trouver des réponses à la crise financière endémique prône l'effacement de la dette grecque... comme cela fut fait en grande partie en 1953 pour la dette allemande. «Une très bonne chose», selon Thomas Piketty : cela a permis de reconstruire le pays. Et d'ajouter : «Les jeunes Grecs doivent-ils être davantage tenus responsables des erreurs commises dans le passé que les Allemands en 1953 ? Pourquoi leur refuser ce que l'on a accepté de la part des Allemands ?» Une question de rapport de forces. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les classes dominantes étaient complètement déconsidérées, il leur fallait reprendre la main en contenant la révolte qui secouait le monde. Aujourd'hui, le mouvement ouvrier est désarmé et subit la politique

et l'idéologie libérale des classes dominantes dont les appétits ne rencontrent aucun frein.

Même pour simplement soulager les souffrances des classes populaires grecques, il faut oser exiger l'annulation de la dette. C'est bien pourquoi l'accord signé le 20 février, la dite «ambiguïté créative» selon la formule du ministre des Finances Yanis Varoufakis, n'a fait que renforcer les créanciers. C'est bien pourquoi aussi notre solidarité avec les travailleurs et le peuple grecs est indissociable de notre bataille pour l'annulation de la dette et de la lutte contre notre gouvernement.

La seule voie est celle de la rupture avec les créanciers, avec la logique de l'Europe de «la concurrence libre et non faussée». Une rupture dont la stratégie ne signifie pas nécessairement la «sortie de l'euro». Le changement de rapport de forces ne peut se faire au seul niveau de la Grèce, et impose un combat au niveau de l'ensemble de pays d'Europe pour en finir avec l'austérité, annuler la dette, fonder un monopole public bancaire et marcher vers une autre Europe...
Yvan Lemaître

LOI MACRON

Ils ont voté...
et puis après ?

Le 12 mai dernier, le Sénat, dominé par la droite, a donc voté la loi Macron, passablement durcie avec l'abstention du groupe socialiste (voir l'Anticapitaliste n° 289). L'intersyndicale nationale, qui regroupe CGT, FO, FSU et Solidaires, se réunissait le même jour et a décidé de se revoir le 8 juin. Malgré le succès du 9 avril, elle a manifestement renoncé à toute nouvelle mobilisation nationale...

Même la proposition d'un communiqué de soutien aux luttes en cours (commerce, éducation, santé etc.) portée par Solidaires a été rejeté. La faute, en premier lieu, à la CGT qui joue la dispersion en lançant une campagne sur les salaires, certes en s'appuyant sur les luttes bien réelles qui existent à ce sujet (la lutte contre la loi Macron existe pourtant aussi) et renvoie toute décision à son CNN qui se tient fin juin. Les seules satisfactions, c'est que FO soit toujours dans la boucle et que soit décidée, avant l'été, une nouvelle date de mobilisation... pour septembre,



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

après le vote de nouvelles lois rétrogrades. Le CLIC-P (l'intersyndicale du commerce parisien) vient de faire condamner la société d'habillement American Apparel à fermer plusieurs de ses magasins ouverts illégalement le dimanche, et continue à porter le flambeau de la révolte. Un nouveau rassemblement est prévu le 3 juin prochain à l'occasion de la réunion de la Commission mixte paritaire, réunissant sept députés et sept sénateurs des différents groupes représentés au Parlement, qui doivent s'accorder sur tout ou partie du texte issu des débats des deux assemblées.

L'agitateur d'idée... agité!

À l'appel d'une intersyndicale large, CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, SUD et UNSA, les 20000 salariéEs de la Fnac sont appelés à faire grève le 29 mai prochain, à l'occasion de l'assemblée générale des actionnaires qui devrait applaudir la mise en œuvre de la dérogation permanente de droit au repos dominical octroyé par le Sénat. Un rassemblement est également prévu devant la salle de réunion à Saint-Denis à partir de 16h30. Autre point positif, l'intersyndicale appelle à élargir le mouvement à l'ensemble des commerces de biens culturels comme Cultura ou Gibert.

Le projet de loi reviendra à l'Assemblée nationale en seconde lecture le 15 juin, le vote définitif étant prévu le 7 juillet. Il reste encore du temps pour décider de nouvelles actions revendicatives (pourquoi pas une manifestation en soirée alors que Macron veut nous faire travailler après 21h?), voire que la mobilisation se cristallise dans le secteur du commerce. LD

AUTOMOBILE

La grève continue en Turquie

À moins d'un mois des élections législatives en Turquie, une vague de grèves sans précédent se poursuit dans l'automobile. S'appuyant sur le syndicat jaune Türk Metal, le patronat s'efforce de limiter l'impact et l'extension du mouvement (voir l'Anticapitaliste n°290).

Dans cette situation pré-électorale, le gouvernement n'est guère pressé de déployer l'appareil répressif. Une mobilisation qui est un enjeu important non seulement en Turquie, mais aussi dans tout le secteur automobile, spécialement en Europe.

La « Chine de l'Europe »...

Depuis longtemps, Erdogan rêve de transformer la Turquie en « Chine de l'Europe ». Plus de 5 millions de personnes travaillent au salaire minimum d'environ 330 euros et, avec plus de 1000 mortEs par an, la Turquie a le taux le plus élevé de décès par accidents du travail de toute l'Europe et la troisième place dans le monde entier.

Dans l'automobile, presque tous les grands constructeurs y possèdent une usine de production, essentiellement pour l'exportation vers l'Europe, et l'emploi y a été multiplié par 3,5 entre 2009 et 2014. La grande majorité des travailleurEs est inorganisée, avec 5% de syndiquéEs dont la majorité dans des « syndicats jaunes ».

Rejet de la convention collective

Les négociations collectives pour la période 2015-2017 ont commencé en janvier avec une forte présence de Türk Metal et une minorité pour Birlesik Metal IS, syndicat opposé aux actuelles conventions. Ce dernier exigeait un réajustement des salaires des plus jeunes (60 à 70% des effectifs) en raison d'un écart énorme (jusqu'à 50%) avec ceux des travailleurs « âgés ». Le patronat veut appliquer les augmentations de salaires en pourcentage, augmentant les écarts, de nouvelles mesures



Chez Fiat Bursa, la grève oui, la danse aussi! DR

de flexibilité et l'allongement de la durée d'application de la convention collective à 3 ans, rien pour les bas salaires et, pour compenser, une augmentation de salaires de 9,78% pendant les six prochains mois.

Türk Metal a signé rapidement l'accord provoquant un énorme mécontentement, notamment chez les plus jeunes. Les mobilisations ont alors commencé, réunissant 15000 travailleurs dans environ 50 usines. Au deuxième jour, le gouvernement a publié un décret interdisant la grève pour raison de « sécurité nationale ». Cela s'est terminé par des protocoles locaux avec des employeurs qui donnaient des avantages supplémentaires par rapport à l'accord initial de l'Union des employeurs de la métallurgie.

La grève démarre chez Renault

Dans la majorité des entreprises où Türk Metal est présent, la

question des bas salaires n'avait pas été abordée. Le 18 avril, les travailleurs de Renault Bursa commencèrent les manifestations en scandant « nous ne voulons pas de syndicat qui nous vende ». Cette explosion de colère fut déclenchée après la signature chez Bosch d'une convention plus favorable (+ 60% de salaires). À Bursa, à Renault, 4800 ouvriers, les salaires varient entre 450 et 700 euros. Après la mobilisation du 5 mai, la direction annonçait que tous les travailleurs licenciés seraient réintégrés, que chacun était libre de rejoindre le syndicat de son choix, qu'il n'y aurait aucun licenciement pour motif de syndicalisation, et demandait d'attendre 15 jours pour les augmentations de salaires.

Les manifestations ont continué dans les usines « contrôlées » par Türk Metal, les travailleurs démissionnant massivement du syndicat. Le 13 mai, la direction de Renault annonçait qu'il « n'y aura pas d'augmentation de salaires et, si il y a de nouveaux arrêts de travail, des licenciements seront prononcés ». Les travailleurs de l'équipe du soir ne quittèrent pas l'usine, et depuis la production est arrêtée. Dans le même temps, la direction écrivait aux grévistes : « leurs manifestations perturbent

le travail, constituent un crime, et seront licenciés ceux qui poursuivront ces actions ».

Les travailleurs de Renault sont parmi les mieux organisés : dans chaque UET (unités de production d'environ 20 travailleurs), il y a un représentant qui fait partie de la délégation de l'usine. La direction Renault et même le gouverneur de la région de Bursa ont été contraints d'accepter ces délégués qui, à chaque fois, sont revenus demander l'avis aux travailleurs. Dans les jours qui ont suivi, d'autres entreprises du secteur ont rejoint la mobilisation.

Un soutien indispensable et urgent

Ce lundi 25 mai, le travail a repris à Tofas et chez Mako, avec un accord prévoyant le versement d'une prime mensuelle et stipulant qu'aucun gréviste ne sera licencié, le départ de Türk Metal et l'organisation prochaine d'élections avec de vrais représentants des travailleurs. Chez Renault, les négociations se sont poursuivies dimanche jusqu'à 3 heures du matin, la direction proposant des primes de 350 euros maintenant, 200 en fin d'année et un bonus de 170 euros, ainsi que des négociations sur les salaires dans un mois. Les salariés ont repoussé les propositions et doivent en faire de nouvelles.

L'enjeu de cette lutte est double : la question des salaires, avec le refus de la politique d'austérité « à la turque », ainsi que la liberté d'organisation, notamment syndicale. Dans un pays aux faibles traditions démocratiques, la mise en cause du syndicat pro-patronal ouvre la voie à la constitution, au renforcement d'organisations prenant réellement en charge la défense des droits des travailleurs. Notre solidarité doit être à la hauteur de ces enjeux et de la formidable combativité déployée par ces travailleurs.

Robert Pelletier

Grâce aux informations de Metin Feyyaz, voir le site du NPA : <http://www.npa2009.org/idees/les-grèves-dans-l'automobile-en-turquie-plus-rien-ne-sera-comme-avant>

GENNEVILLIERS (92) Rebsamen réprime l'action syndicale

La direction de Colas, qui a racheté l'entreprise Sylvain-Joyeux, avait décidé en juillet 2014 de licencier Jorge Costa Mourao, délégué CGT au comité d'entreprise...

Mais l'inspection du travail avait, un mois plus tard refusé ce licenciement, considérant que la loi n'avait pas été respectée dans la procédure, que les motifs avancés ne reposaient sur rien et que ce licenciement était lié à l'activité syndicale de Jorge. Il avait donc été réintégré et avait repris le travail.

Trop dur à supporter pour les patrons de Colas et leurs amis au gouvernement. Le « ministre du Travail et du dialogue social » a cassé la décision de l'inspection

du travail, et Jorge est donc maintenant au chômage.

Organiser une riposte unitaire pour les faire reculer

Le ministre Rebsamen n'a rien à refuser aux patrons, surtout quand ils sont riches et puissants comme Bouygues. Colas est en effet la branche travaux publics de ce groupe qui réalise des profits colossaux partout dans le monde. La riposte s'organise pour que le ministre revienne sur sa décision. Un recours au tribunal administratif a été



Colas, travaux publics et répression antisyndicale. DR

déposé. Le combat pour la réintégration de Jorge ne fait que commencer. L'union locale CGT de Gennevilliers, en lien avec la fédération du bâtiment et l'union départementale, est décidée à organiser une

riposte unitaire pour faire reculer le ministre.

Il est urgent de mettre un coup d'arrêt à la répression antisyndicale orchestrée par ce gouvernement.

Correspondant

SANTÉ

En Grèce, les fruits pourris de l'austérité

Du 11 au 16 mai, une délégation des collectifs solidarité santé France-Grèce (composée de 25 membres d'ATTAC, Sud Santé, SMG, FSU, coordination des comités de défense des maternités et hôpitaux de proximité, Codegaz, CGT Sanofi, PCF, Ensemble, PG et NPA) s'est rendue à la rencontre des dispensaires autogérés et des militants syndicalistes des hôpitaux grecs.

Cette délégation s'est entretenue avec la coordination des dispensaires, et a visité 8 d'entre eux à Athènes (il y en a près de 50 dans toute la Grèce). Elle a aussi

rencontré des équipes syndicales, médecins et personnels des hôpitaux : Geniko, Sotiria et l'hôpital psy de Delphis, ainsi que le courant syndical de Syriza (Meta) souvent en alliance avec

SANTÉ L'AP-HP se lève, un enjeu national

Le 21 mai, la majorité du personnel était en grève à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales (voir *L'Anticapitaliste* n°289), et malgré les assignations, le rassemblement très dynamique, très combatif, devant le siège de la direction générale, a réuni 8000 salariéEs de toutes catégories professionnelles. Les slogans les plus populaires, « *Le plan de Martin Hirsch n'est ni amendable ni négociable!* », « *Retrait du projet!* », « *Tous ensemble, demain on continue!* », rythmaient les prises de paroles répétitives des représentantEs du personnel des établissements de l'AP-HP.

Celles des porte-paroles d'hôpitaux de régions venus apporter leur soutien furent très appréciées par les manifestantEs. Le représentant de Sud-santé-sociaux du nord de la France a témoigné des luttes dans les hôpitaux de plusieurs pays d'Europe, au nom du Réseau international contre la privatisation et la marchandisation de la santé. Le représentant de l'intersyndicale de l'EPSM de Caen, exprimant le soutien de la Convergence des hôpitaux en lutte contre l'Hôstérité, a vivement été applaudi. La psychiatrie qui s'est mobilisée en région parisienne aussi contre la destruction de son outil de soins, était présente par la voix d'un porte-parole de la fédération Sud-santé-sociaux.

Comment lutter, comment gagner?

Ignorant la nécessité d'organiser une manifestation à l'issue du rassemblement, l'intersyndicale n'a pas non plus clarifié son orientation pour l'avenir de la lutte. Ainsi, les interventions orales se sont succédé durant trois heures sans évoquer un départ en manifestation. L'intersyndicale a annoncé une deuxième journée de grève et un nouveau rassemblement au même endroit le 28 mai, renvoyant chacunE à de nouvelles assemblées générales locales... Reste l'absence de clarté sur la reconduction de la grève et des outils de lutte dont les salariéEs doivent se doter pour gagner.

Les militantEs du NPA, présents dans plusieurs hôpitaux de l'AP-HP, ont défendu avec d'autres salariéEs la nécessité de l'auto-organisation de la lutte. C'est au personnel de décider lui-même des moyens d'agir, à commencer par la reconduction de la grève jusqu'au retrait du plan Hirsch. Les AG, qui se tiennent dans chacun des hôpitaux, pourraient proposer la tenue d'une réunion rassemblant des collègues syndiquéEs et non-syndiquéEs de tous les établissements. Dans ce cadre, les moyens d'agir, de coordonner et de gagner, pourraient être débattus et décidés. Cela sans omettre d'informer et de mobiliser la population en faveur de la défense de l'hôpital public.

L'enjeu de cette mobilisation est national, et son extension une nécessité. Tous les hôpitaux sont en butte à des attaques majeures, notamment contre les 35 heures. Il n'est donc pas possible d'attendre la grève nationale des secteurs de la santé et de l'action sociale du 25 juin appelée par les fédérations de la santé de la CGT, de FO et de SUD.

CorrespondantEs

Avec ses 38 hôpitaux, ses 92 000 salariéEs dont 21 685 médecins, l'AP-HP (l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris) est le plus grand centre hospitalier de France. L'issue de la lutte actuelle aura des conséquences pour l'ensemble des hôpitaux du pays, voire d'Europe. Les salariéEs avec leurs syndicats peuvent gagner et élargir la lutte à tout le secteur hospitalier contre la politique de ce gouvernement en matière de santé, à commencer par la loi Touraine.



La 21 mai devant l'AP-HP, la combativité s'exprime... PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

BOURG-EN-BRESSE (01)

Le préfet hors la loi, le maire PS complice

Après avoir été expulsés mardi 19 mai d'un immeuble privé, réquisitionné par les militants du Collectif Solidarité Migrants (dont le NPA est partie prenante), des demandeurs d'asile se sont retrouvés à la rue, traqués dans toute la ville par la police nationale et les CRS, venus en nombre.

Depuis 7 mois, cinquante personnes avaient pu être hébergées, dans des conditions précaires mais à l'abri (voir *L'Anticapitaliste* n°262). Après trois jours d'errance, nous avons à nouveau réquisitionné une habitation inoccupée appartenant cette fois-ci à la mairie de Bourg-en-Bresse. La réaction des élus a été rapide : la police est intervenue pour déloger tout le monde, migrants et militants.

La mairie a porté plainte pour « *violation de domicile et dégradations en réunion* ». Les 7 militants présents sur place (dont trois du NPA) ont été interpellés, interrogés et contrôlés (identification, photos, empreintes digitales et ADN). Une enquête est en cours.



Malgré les pressions, la solidarité est dans la rue. DR

D'inspiration gouvernementale...

Depuis trois ans, le préfet de l'Ain est hors la loi. Il y a quelques mois encore, la mairie de Bourg-en-Bresse avait joué les intermédiaires et facilité l'installation des migrants. À d'autres réquisitions, elle avait enclenché la procédure habituelle : constatation de l'occupation de l'habitation, dépôt de

plainte... Aujourd'hui, suivant en cela à la lettre la politique gouvernementale, elle a décidé que la seule réponse était la répression, espérant sans doute en cela enrayer la demande d'asile et décourager les militants. Pour le NPA, la lutte continue, pour l'égalité des droits, la liberté de circulation et d'installation pour tous.

Correspondant

RÉFORME DU COLLÈGE

Quelle suite au 19 mai?

Quoi qu'en aient dit les commentateurs – « mobilisation en demi-teinte » selon les Échos –, la mobilisation du 19 mai est loin d'avoir été négligeable...

Les médias, quand ils en ont parlé, ont rarement rappelé que seul le second degré était appelé à la grève et exclusivement contre la réforme du collège, alors que des mouvements sont en cours contre la réforme de l'éducation prioritaire et contre les fermetures d'école. Dans ces conditions, 50% de grévistes dans les collèges atteste l'existence d'un mouvement naissant. C'est bien d'ailleurs, ce qu'avaient senti les directions des organisations syndicales, un peu bousculées par la volonté de beaucoup de leurs militants et qui les a poussées, comme l'a fait le Snes le 31 mars, à quitter la table des négociations.



À Marseille, le 19 mai dans la rue, et demain on continue? DR

Volonté de provocation ou bien crainte, tentative de couper court à tout approfondissement du mouvement, le gouvernement a fait publier au JO dans la nuit même qui a suivi les manifestations le décret de la réforme. Devant ce coup de force, très vite jugé comme une bassesse, la consternation et l'abatement ont fait place à la colère.

Il faut une nouvelle journée de grève

Il a fallu attendre jeudi dernier pour connaître les décisions de l'intersyndicale... qui s'est pliée à la demande du Snalc, syndicat réactionnaire, de ne pas rappeler immédiatement à la grève. Le communiqué appelle à continuer le mouvement, avec un point fort le 4 juin où les enseignants sont invités à se réunir et à organiser des réunions et « *nuits* » des collèges avec les parents... sans appel à la grève. Celle-ci, sous la forme d'une journée en juin, est à « *mettre en débat* » dans les établissements. Oui, il faut une nouvelle journée de grève nationale dès le 4 juin! Le coup de théâtre survenu dimanche au congrès de la principale association de parents d'élèves, de gauche, la FCPE, devrait y inciter. Le rapport d'activité de la direction a été rejeté et son président, Paul Raoult n'a pas été réélu. Il paie ainsi le soutien qu'il avait accordé à la réforme du collège lors du conseil supérieur de l'Éducation le 10 avril.

Une journée de grève dans les premiers jours de juin peut constituer un objectif rythmant la mobilisation, avec la volonté dans un premier temps d'infliger au gouvernement la réponse que mérite sa provocation. Les militantEs du mouvement pourraient s'en saisir pour développer leur campagne d'opinion, élargir leurs liens, gagner de nouveaux collègues à la lutte pour le retrait de la réforme.

Commission Éducation nationale du NPA

Antarsya dans le domaine de la santé. Outre une interview à la radio Kokkino, elle a rencontré des parlementaires et a été reçue par A. Xanthos, vice-ministre de la Santé, lui-même à l'initiative d'un des premiers dispensaires en Crète. Celui-ci nous a affirmé que le décret qu'il vient de prendre pour rétablir la carte d'accès aux hôpitaux pour tous, y compris les privés d'emploi (1,6 million), serait tenu.

Les dispensaires ont réussi à procurer des soins gratuits aux exclus (35% de la population) et aux immigrés. Ces structures sont volontaires et militantes, autogérées avec AG décisionnelle et une dimension non hiérarchique entre professionnels de santé et usagers (qui participent à la gestion), militant pour la restauration du système public pour tous et donc pour leur propre disparition.

Dans le dispensaire du centre d'Athènes, Kiffa, nous avons rencontré Sofia, pharmacienne, membre de l'UNICEF et de la récente commission gouvernementale pour un moratoire sur la dette grecque autour d'Éric Toussaint du CADTM. Quelle émotion quand elle nous a montré leur affiche pour le soutien à la résistance kurde à Kobané : en effet, les dispensaires d'Athènes ont envoyé une délégation sur le front de Kobané avec leurs restes de médicaments!

Des syndicalistes « lutte de classe », des parlementaires combatifs

L'hôpital public, comme celui de Sotiria, hôpital historique lors de la résistance anti-nazis, est au bord de l'effondrement, sous-financé et manquant de personnel et de matériel. Les syndicalistes que nous avons rencontrés ont décidé de

faire grève ce 20 mai, non pas contre l'actuel gouvernement mais pour marquer leur soutien et leur attachement aux hôpitaux que le précédent gouvernement voulait fermer ce mois de juin. Notre délégation a rencontré au Parlement 10 députés de Syriza, membres de la commission santé, et leur coordinateur K. Zacharias. Pour ceux-ci, les dispensaires ont été révélateurs de la profondeur de la crise et sont un élément de résistance. Il faut savoir (et faire savoir) que 20% des indemnités parlementaires de Syriza sont affectés à la « *solidarité pour tous* », une structure large en relation avec les dispensaires et portant sur la nourriture, l'habillement, le logement, etc. Ces parlementaires ont voté la récente suppression du forfait hospitalier et la restauration de la carte « *Vitale* » pour tous (les sans-emplois et

les immigrés en étaient privés), ainsi que pour l'accès gratuit aux vaccins et le développement de l'offre dentaire publique.

Le constat commun des membres de la délégation est celui d'une catastrophe sanitaire due à l'austérité imposée par l'Europe du capital : dentaire, tuberculose, malaria, retard de prise en charge des cancers, etc. La délégation est revenue consciente d'un risque immédiat d'étranglement de l'expérience du peuple grec avec le gouvernement Syriza, et de sa lutte contre l'austérité. Pourtant nombre d'hommes et de femmes (beaucoup de femmes!) restent debout! Nous devons les soutenir et avons beaucoup à apprendre d'eux/elles. Notre délégation s'est promise d'être disponible pour rapporter son voyage partout où on le lui demandera,



Discussions et échanges, la solidarité concrète. DR

et pour aider à la création de nouveaux collectifs et voyages de solidarité.

CorrespondantEs

Plus d'informations : <https://solidaritefrancogrecque.wordpress.com>

wordpress.com

Contact: france.grece.solidarite.sante@gmail.com

Essai

Detroit: pas d'accord pour crever. Une révolution urbaine, Dan Georgakas et Marvin Surkin

Agone, 2015, 24 euros

Enfin disponible en français, *Detroit: pas d'accord pour crever* raconte une expérience militante hors du commun et peu connue en France, celle de la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires de Detroit.

Mai 68: pour la première fois depuis 14 ans, l'usine automobile Dodge Main (Chrysler) connaît une «grève sauvage», non autorisée par la direction du puissant syndicat United Automobile Workers. Cette grève implique plus de 4 000 ouvriers, et à sa suite plusieurs ouvriers noirs sont licenciés. Le Dodge Revolutionary Union Movement (ou «DRUM» qui signifie percussion, tambour) est fondé dans la foulée de cette grève. Le combat des ouvriers révolutionnaires de DRUM est double: contre le racisme et pour le contrôle ouvrier. DRUM va essaimer dans les entreprises de la ville: d'autres Revolutionary Union Movements regroupant des travailleurs noirs en colère vont être formés autour de bulletins d'entreprises à Eldon (Chrysler) mais aussi à Ford, à UPS et même à l'hôpital central de Detroit... Ces différents groupes se fédèrent en formant la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires. Ils attirent à eux des lycéens, des étudiants, et plus largement la meilleure partie



de la jeunesse noire révoltée des quartiers déshérités de ce qui était à l'époque la 5^e ville des États-Unis. Leur écho se fait entendre dans de nombreuses autres villes du pays, et les militants de la Ligue tisseront des liens avec des groupes révolutionnaires jusqu'en Europe, notamment avec les Opéraïstes italiens

qui s'implantent au même moment dans les entreprises automobiles de Turin et autres. La bourgeoisie étatsunienne les prend très au sérieux: le *Wall Street Journal* s'est dès le départ inquiété qu'un groupe d'ouvriers noirs révolutionnaires soit capable de paralyser des usines stratégiques dans le plus gros centre industriel du pays.

La force des travailleurs afro-américains

Detroit: pas d'accord pour crever montre bien comment les militants qui ont lancé DRUM et la Ligue ont pu effectuer une percée fulgurante au cœur de la classe ouvrière: les travailleurs afro-américains sont la force révolutionnaire par excellence, celle qui pourra entraîner tous les autres opprimés. Ils critiquent sévèrement les Black Panthers, dont les démonstrations de force, avec bérêts noirs et armes au poing, sont à leurs yeux trop spectaculaires pour entraîner les masses dans l'action. DRUM et la Ligue vont donner naissance à une série impressionnante d'activités militantes non seulement

dans les entreprises, mais aussi dans les lycées, les quartiers... Ils seront capables de prendre le contrôle du journal quotidien de la fac de Detroit; ils réuniront des centaines de personnes, Noirs et Blancs, dans un club de lecture; ils réalisent un film, *Finally got the news*, qui permettra de diffuser largement leurs idées... La capacité de la Ligue à résister à la répression est exemplaire. Cependant, l'organisation s'effondre dès 1971 au milieu de débats marqués par une grande confusion idéologique. Après Occupy Wall Street, des mouvements sociaux importants ont éclorés dans la classe ouvrière étatsunienne: les grèves et manifestations pour des augmentations de salaires sous le slogan «*Fight for 15*» et le mouvement «*Black lives matter*» contre les violences policières et racistes. L'histoire que raconte ce livre est pleine de leçons pour celles et ceux qui cherchent dans ce nouveau contexte à renverser le capitalisme dans son principal bastion américain, ou ailleurs.

Alfred Garnett

ANNONCE

Detroit: pas d'accord pour crever. Une révolution urbaine

Présentation du livre et débat avec Xavier Chiarelli, militant postier du NPA

le samedi 30 mai à 14h à la librairie la Brèche (27 rue Taine, Paris 12^e)

Essai



Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes, Charb

Les échappés, 2015, 13,90 euros

Selon la maison d'édition, le petit opuscule posthume de Charb, dessinateur et directeur de Charlie Hebdo, assassiné dans l'attentat terroriste du 7 janvier contre son journal, a été achevé deux jours avant l'attentat...

Son titre est provocateur, excessivement agressif, mais il affirme une légitime liberté de penser et de critique à l'égard d'une notion devenue un lieu commun qui, comme toutes les fausses évidences, mérite réflexion. Le pamphlet de Charb résonne aujourd'hui comme un hommage à son propre combat, une condamnation de ses assassins et de leurs insupportables justifications. Il est aussi sinon une réponse du moins une critique de la confusion qui confond lutte contre le racisme et défense d'une religion. Pour Charb, le terme «*islamophobie est mal choisi s'il doit nommer la haine que certains*

tarés ont des musulmans», il n'est «*pas seulement mal choisi, il est dangereux*». Il ne s'agit pas de nier le fait évidemment, mais de discuter de la pertinence de cette notion pour celles et ceux qui combattent le racisme.

«*Lutter contre l'islamophobie, c'est lutter contre quoi? Contre la critique d'une religion ou contre la détestation de ses pratiquants parce qu'ils sont d'origine étrangère?*» écrit-il, définissant le nœud de la confusion très répandue y compris dans les milieux d'extrême gauche et parmi nous. Une forme de nouveau campisme qui, au nom de la solidarité avec l'opprimé ou la victime, répond à l'adversaire en restant sur le terrain que lui-même a fixé, en l'occurrence celui de la religion. C'est bien contre le racisme qu'il faut lutter et le problème n'est pas seulement de faire la part égale entre antisémitisme et islamophobie, mais bien de lutter contre le racisme et la xénophobie sous toutes leurs formes, sans censurer la lutte contre l'obscurantisme

religieux, sous toutes ses formes. Et bien évidemment contre les intégrismes de toutes les religions. «*Si demain les musulmans de France se convertissent au catholicisme ou bien renoncent à leur religion, ça ne changera rien au retour des racistes: ces étrangers ou ces Français d'origine étrangère seront toujours désignés comme responsables de tous les maux*».

Athéisme et émancipation...

Charb dénonce le pouvoir, fustigeant la visite de Hollande en février 2014 à la grande mosquée de Paris pour rendre hommage «*aux musulmans morts pour la France*» alors qu'«*ils sont morts en tant que chair à canon à bas coût*». «*Que la République élève un monument aux indigènes qu'elle a fait assassiner plutôt que d'inventer des combattants musulmans morts pour la France*», s'empare Charb. Et de conclure avec ironie: «*si l'athéophobie désigne la critique de l'athéisme, amis culs-bénits, soyez athéophobes en toute sérénité!* [...]

se trouve qu'il n'y a pas de terrorisme athée au 21^e siècle. Les athées sont persécutés partout dans le monde, mais aucun ne détruit les œuvres d'art créées par des croyants pour rendre hommage à leur dieu...»

Une ironie qui refuse la soumission à un dieu, mais la lutte contre le racisme, pour un monde ouvert, démocratique, respectueux des croyances bien qu'étranger à l'obscurantisme, c'est la lutte pour l'unité de tous les exploités et des opprimés à travers les luttes d'émancipation. Ce n'est pas de ce point de vue que se plaçait Charb...

Yvan Lemaître

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

la-brèche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Exposition

Louis Soutter - Victor Hugo, Dessins parallèles

Jusqu'au 30 août à la Maison de Victor Hugo, 6 place des Vosges, Paris 4^e

Saisissant rapprochement des dessins de deux grands artistes: Victor Hugo, le poète et romancier célèbre, et Louis Soutter, violoniste suisse, «*l'inconnu de la soixantaine*» selon Le Corbusier son cousin, faussement assimilé un temps à l'Art brut par Dubuffet.

Le dessin comme exutoire à une imagination débridée: croquis rapides ou paysages oniriques, figures très libres pour le premier à un moment où son activité politique l'empêchait de se consacrer pleinement à la littérature; dessins introspectifs de la condition humaine, torturés, obsédants, pour le second, commencés à 52 ans sur des cahiers d'écolier lorsqu'il ne pouvait plus vivre de son instrument, enfermé dans un hospice par sa famille. Entre les deux, une singulière résonance thématique à presque un siècle de distance, accentuée par un accrochage malicieux: composition architecturales dramatiques et délirantes de murs, châteaux, et ponts souvent ruinés; représentation de la figure humaine dans toutes ses expressions souvent exacerbées du grotesque à l'angoisse et de la condition humaine vue par le prisme de la littérature de Hugo, des légendes mythologiques, du théâtre de Shakespeare, etc.

En commun, une totale liberté dans la technique et un onirisme formel sans contrainte. Souvent plume et lavis pour l'un, crayon au trait gras et appuyé pour l'autre, ils se rejoignent dans la peinture au doigt d'une étonnante modernité que Hugo a expérimentée et Soutter découverte par nécessité à la fin de sa vie.

Ugo Clerico

Enfants

Peut-être que le monde..., Alain Serres, illustrations de Chloé Fraser

Éditions Rue du Monde, 2015, 18,50 euros



Pas facile pour les parents de sensibiliser leurs enfants de 5 ans à l'écologie. Un des moyens est de leur montrer la beauté du monde pour leur donner envie de le conserver. Dans un livre qui est plutôt une galerie de tableaux aux couleurs éclatantes, Alain Serres et Chloé Fraser proposent aux enfants et aux parents de faire ensemble le chemin de cette découverte sensible.

Un livre publié en vue de la COP21, dont les auteurs semblent attendre quelque chose... Si nous doutons très fort des résultats éventuels, double raison d'en parler avec les premiers concernés, les habitantEs du futur. Le livre est aussi une invitation à une production personnelle des enfants, écrite ou graphique.

Catherine Segala



L'Anticapitaliste | Libre expression

USA “ Dans un contexte de crise, la répression leur est nécessaire ”

Que penses-tu des cas de brutalité policière qui ont récemment fait l'actualité par rapport à ceux que tu as connus par le passé ?

Baltimore et Ferguson, c'est le déroulé normal de ce qui arrive aux États-Unis depuis des dizaines d'années. La brutalité policière n'est pas l'exception mais la norme. Pas un seul jour ne se passe sans l'assassinat ou l'arrestation injustifiée d'un homme afro-américain. La police tabasse les prévenus et rajoute des motifs d'inculpation. Finalement, les prévenus acceptent un « marché » qui leur évite la prison à vie, mais les condamne à des peines de plusieurs années pour des infractions mineures, comme la simple consommation de marijuana. 99% des affaires ne vont pas au tribunal. Les prévenus, souvent afro-américains, latinos ou natifs américains, n'ont aucune chance. Ils n'ont pas d'avocat si ce n'est des avocats commis d'office débordés et qui leur conseillent d'accepter les marchés avec la police.

Aux États-Unis, on construit davantage de prisons que d'universités. 7,3 millions de personnes sont actuellement sous l'autorité du ministère de la Justice dont 3,5 millions en prison, privée ou publique. Les prisons privées sélectionnent les prisonniers les plus « sains » physiquement issus des prisons publiques, et les font travailler pour toutes les grandes compagnies américaines – Amazon, l'automobile – à des salaires en moyenne de 50 cents de l'heure. La Géorgie et le Texas font même travailler gratuitement les prisonniers, la majorité d'entre eux étant des gens de couleur. La prison est devenue un business juteux. Ainsi, dans le Sud, les juges condamnent à de longues peines de prisons des Noirs pour des offenses mineures, envoyant de la main-d'œuvre quasi-gratuite aux prisons privées, qui les récompensent financièrement, comme l'ont montré de récents scandales. L'État paie les prisons privées 30 000 à 50 000 dollars par an et par prisonnier. Et localement, les chefs de police créent leurs propres prisons pour se faire plus d'argent.

Alors qu'est-ce qui a changé ?

Ce qui est différent, c'est l'intensité : davantage de prisonniers et une militarisation accrue des polices locales, des États et fédérale. Dans un contexte de crise, la répression leur est nécessaire. À Ferguson, s'il y a eu un scandale c'est parce que les policiers ont été assez stupides pour mettre des uniformes de combat de l'armée.

Entretien. Secrétaire national de Socialist Action, section sympathisante de la IV^e Internationale, **Jeff Mackler** est coordinateur national de la campagne pour la libération de Mumia Abu Jamal. Hier Mumia Abu Jamal et Move, aujourd'hui Baltimore ou Ferguson...



Il y a aussi un renforcement et une coordination plus importante de l'appareil répressif. À la fin du mouvement Occupy, dans tous les États-Unis, à la même heure, les policiers ont évacué tous les campements, et ont dit aux occupantEs que chacun de leurs nouveaux campements serait évacué en moins de cinq heures, ce qui a fini de décourager les militantEs.

Il y a aussi une intensification de la surveillance. Plus d'1,2 million d'employéEs de l'État ont accès aux fichiers de surveillance des citoyens. Nous sommes face à la classe dirigeante la plus intelligente de la planète, et parce qu'ils n'ont pas de solution à la crise, ils vont avoir besoin d'une forte répression pour faire avaler la pilule. Même si le mouvement ouvrier est faible et en aucun cas une menace actuellement pour la classe dirigeante, le gouvernement réprime en sachant que la menace peut venir du mouvement ouvrier, en anticipation des luttes à venir.

Que s'est-il passé il y a tout juste 30 ans à Philadelphie ?

Le 13 mai 1985, la police de Philadelphie a encerclé le quartier général de MOVE et a lâché par hélicoptère une bombe incendiaire de 250 kilos qui a brûlé tout le bloc d'habitation et tué 11 membres de MOVE, dont 5 enfants...

Tué dans cette attaque, John Africa, le fondateur de MOVE, était connu dans la communauté noire pour avoir défendu dans les tribunaux des personnes noires alors qu'il n'avait pas de diplôme de droit et avait réussi à révéler les coups montés de la police. MOVE était une

organisation multiraciale, spirituelle, dont le principe fondateur était le caractère sacré de toute vie. Une de leurs premières actions fut de manifester devant le zoo pour la défense des droits des animaux. Ils avaient une vision humaniste de la vie et rejetaient le style de vie de l'Amérique raciste. Ils portaient des dreadlocks quand personne n'en portait, ils vivaient dans des semi-communautés, et rejetaient le système scolaire public, enseignant eux-mêmes à leurs enfants.

La police de Philadelphie les voyait comme une menace et les a pris pour cible. Quelques années plus tôt, en 1978, la police avait déjà attaqué une maison communautaire de MOVE et tiré des milliers de cartouches, certaines d'entre elles tuant même un agent de police. Aucune preuve n'a été trouvée, mais la police et la justice ont mis en prison pour 30 ans les neuf membres du MOVE présents lors de cette attaque pour la mort du policier. Jeune journaliste, Mumia Abu Jamal les avait alors défendus. Les neuf membres sont toujours emprisonnés malgré la fin de leur peine officielle, car ils refusent de dire qu'ils regrettent un crime qu'ils n'ont pas commis...

Et Mumia Abu Jamal ?

Le chef de la police de Philadelphie de l'époque, le raciste Rizzo, persécuteur de la communauté noire, avait juré de faire payer à Mumia le fait d'avoir rendu public le cas des neuf membres de MOVE. La police de Philadelphie était tellement corrompue qu'elle a même fini par attirer l'attention du FBI et du ministère de la Justice. Des dizaines d'officiers de la police de Philadelphie ont été

condamnés pour trafic de drogue, pour des affaires de corruption, de prostitution, etc.

Mumia était un des principaux opposants à la police de Philadelphie. Le 9 décembre 1981, Mumia conduisait son taxi (il avait été viré de son boulot de journaliste car trop indépendant) et cherchait des clients quand il a vu un officier de police tabassant son frère avec un gourdin. Alors qu'il sortait de son taxi, l'officier de police Daniel Faulkner lui a tiré dessus. Mumia fut retrouvé inconscient, et Faulkner mort par balle. Des témoins ont vu des personnes quittant la scène du crime. Qui a tué Faulkner ? Pour la police, c'est Mumia qui l'aurait exécuté en lui tirant cinq fois dessus. Aucune des preuves n'indiquait sa culpabilité, ni balistiques ni scientifiques... Les témoins ont subi des pressions de la police. La police n'a même pas fait d'examen de la main de Mumia pour savoir s'il avait tiré avec une arme... Mumia a insisté pour se défendre seul à son procès en 1982, et il a été condamné à mort. Son avocat commis d'office n'avait de toute façon préparé aucune défense. Des années après, en 1992, Leonard Weinglass, un avocat connu du mouvement social, s'est emparé de l'affaire, et une large campagne pour sa libération s'est mise en place. En 2008, sa condamnation à mort a été changée en peine de prison à vie.

Aujourd'hui, la police continue d'harceler Mumia et essaie de le tuer en prison en ne lui fournissant pas les traitements médicaux nécessaires à ses maladies, en particulier pour son diabète.

Où en est aujourd'hui aux USA la lutte contre les violences policières ?

Il y a beaucoup de groupes locaux qui s'opposent aux brutalités policières, mais ils n'ont pas de base programmatique, pas de coordination réelle, personne n'appelle à l'action politique indépendante. Ce sont de jeunes activistes, radicaux et volontaires, dont la principale tactique est l'action médiatisée tel le blocage d'une autoroute, mais il n'y a pas vraiment de mouvement de masse où ils pourraient faire leurs expériences à une grande échelle. Tout reste donc à construire...
Propos recueillis par Stan Miller

Vu ailleurs

BALTIMORE, CLICHY-SOUS-BOIS, MÊME

COMBAT ? Il y a toujours des victimes et ceux qui sont de l'autre côté de la barrière. Il y a toujours eu des peuples dominateurs et d'autres dominés. Or il y a un moment où les dominés doivent se réveiller. On n'enrayera pas du jour au lendemain ce phénomène de rage et de haine. Il faut que chaque citoyen, avant même que cela deviennent la responsabilité des politiques (qui eux ne sont normalement que les garants du pouvoir que leur confie le peuple), de se lever à chaque fois que quelqu'un déborde au-delà de ses opinions personnelles. Que l'autre déteste untel, c'est son problème, tant qu'il n'atteint pas à la vie des autres. (...)

À Baltimore, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Vous avez cette procureur, noire, qui arrive dans un État où, en plus des événements qui ont eu lieu juste avant, si elle avait laissé passer ça, c'était donner carte blanche à tous ces assassins. À ces criminels racistes, on donnait le permis de tuer comme ils ont envie de le faire. C'est aussi une des raisons pour lesquelles je n'ai jamais aimé Nicolas Sarkozy quand il est arrivé au pouvoir : parce que ce mec, en tant que ministre de l'Intérieur, dit une phrase, « c'est tolérance zéro », au moment où il a dit ça, mon sang s'est glacé. Ça m'a rappelé la fin des années 80, où Charles Pasqua était ministre de l'Intérieur, et nous avons eu la période avec le plus de meurtres racistes dans ce pays. Des bavures policières, il y en avait tout le temps. Ce mec avait donné carte blanche pour tuer à tout-va et à l'époque, quand tu te faisais contrôler par les flics, on te tabassait autant qu'on voulait, parce que les flics se savaient protégés par leurs hiérarchies et ne craignaient rien. (...)

Comment des jeunes qui n'ont strictement rien à se reprocher sont prêts à prendre le risque de mettre en danger leur propre vie juste pour éviter un contrôle d'identité ? Ça veut bien dire que les contrôles policiers ne sont pas faits dans le respect. La question sur l'exercice de leurs fonctions, il fallait la poser mais on a préféré détourner les choses. Heureusement que la rue s'est réveillée.

« Entretien avec le rappeur Rost : Baltimore, Clichy-sous-Bois, même combat ? », Pegah Hosseini, Bondy Blog, jeudi 21 mai.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org